



Global Water
Partnership
Central Africa

2020

GWP-CAf en action

Rapport d'Activités

A PROPOS DU GWP-CAF

Le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) est un réseau d'action multipartite, à but non lucratif créé en 1996, qui a pour vocation de travailler avec les parties prenantes pour une gestion équitable, durable et efficiente des ressources en eau. Nous comptons plus de 3 000 organisations partenaires dans plus de 180 pays. Notre réseau, de plus de 85 Partenariats Nationaux de l'Eau et 13 Partenariats Régionaux de l'Eau, mobilise et facilite l'action coordonnée des acteurs étatiques et non étatiques. Défenseur de longue date de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), nous apprenons de l'expérience de mise en œuvre des interventions au niveau local que nous apportons à notre Réseau et aux agendas de développement à différents niveaux.

Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAF), l'un des treize Partenariats Régionaux de l'Eau, a démarré ses activités en Afrique centrale en 2004 comme Comité Technique Afrique Centrale (GWP-CAfTAC). En 2008, le Partenariat Régional pour l'Eau de l'Afrique centrale, GWP-CAF, a été formellement constitué.

À ce jour, le GWP-CAF sur un potentiel de sept (7) pays, a contribué à la création de cinq (05) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans cinq pays de la sous-région : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le réseau du GWP en Afrique centrale est composé de 252 partenaires tant publics que privés issus de six pays d'Afrique centrale.

GWP-CAF est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche, qui reconnaissent et promeuvent les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique centrale.

Dans sa **vision** pour la stratégie 2020-2025, qui est celle d'une « **Afrique centrale où la sécurité en eau est assurée** », le GWP-CAF s'est donné pour **mission** de « **soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale** ».

LES PARTENAIRES DU RÉSEAU GLOBAL WATER PARTNERSHIP CENTRAL AFRICA (GWP-CAF)

Pays	PNE/ Institutions	Partenaires
Cameroun	PNE	127
Centrafrique	PNE	29
Congo	PNE	60
Sao Tomé-et-Principe	PNE	21
Tchad	PNE	11
Gabon		4
Partenaires stratégiques	CEEAC	
	CBLT	
	CICOS	
Total		252



Présence du GWP-CAF en Afrique Centrale

SOMMAIRE

A PROPOS DU GWP-CAf	2
LES PARTENAIRES DU RÉSEAU GLOBAL WATER PARTNERSHIP CENTRAL AFRICA (GWP-CAf)	2
QUI EST QUI DANS LE RÉSEAU DU GWP-CAf	4
ACRONYMES, ABRÉVIATION ET SIGLES	5
MOT DU PRÉSIDENT	6
LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	7
AXE 1 : NOUS MOBILISONS	7
AXE 2 : NOUS AGISSONS	16
i) Le GWP-CAf soutient l'adoption de la politique nationale de l'eau et de l'assainissement au Congo et en République centrafricaine.	16
ii) Le GWP-CAf apporte son soutien à six pays dans le processus de suivi de l'ODD 6.5.1 dans la région Afrique central	18
iii) Le GWP-CAf appuie le Renforcement de la Coopération Transfrontalière	23
Engagement de la Jeunesse	25
Prise en compte du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	27
AXE 3 : NOUS APPRENONS	31
PORTRAIT	34
RAPPORT FINANCIER 2020	35
Remerciements	35

QUI EST QUI DANS LE RÉSEAU DU GWP-CAF

L'Assemblée Générale élit le président du GWP-CAF pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois. Elle désigne aussi les membres du Comité de Pilotage ainsi que le Président du Comité Scientifique et Technique sur proposition du Président du GWP-CAF.



Sylvain GUEBANDA
Président GWP-CAF



Eugène IKOUNGA
Président du Comité Scientifique et Technique (CST)



MAMOUDOU OUSMAN
Président PNE-Cmr



Valdemira TAVARES
Présidente PNE-Sao
Tomé et Príncipe



**Hervé Didas
AMBOULOU**
Président PNE-Congo



**Djamel Abdel-Nassir
Chérif**
Président PNE-Tchad



**Prosper Rodrigue
YAKENDE**
Président PNE-RCA



**Désiré
NDEMAZAGOA**
Représentant de la
CEEAC



**Emery Mandilou
KIPOUPA**
Représentant des
Organismes de la
société civile



Michèle Okala NKEN
Représentante de la
jeunesse



Julienne ROUX
Représentante du
GWPO



Alio ABDOULAYE
Représentant des
Organismes des bassins
transfrontalier (CBLT)



**Annie Claude NSOM
PIAL**
Représentante des
Partenaires Technique
et Financier

LES PARTENARIATS NATIONAUX DE L'EAU (PNE)

Pays	Secrétaires Exécutifs	Siège
Cameroun	Rodrigues METALA	Yaoundé
Centrafrique	Sekou GARY	Bangui
Sao Tome et Principe	Carlos GOMES	Sao Tomé
Congo	Gloria Frida OKYEMOU	Brazzaville
Tchad		N'Djamena

SECRETARIAT REGIONAL

Le Secrétariat Exécutif est abrité par le Cameroun, précisément à Yaoundé. Il est constitué d'une équipe de trois cadres permanents. Ces cadres sont recrutés sur avis du Comité de Pilotage, lequel propose les termes de référence. Il s'agit du :



Hycinth BANSEKA
Secrétaire Exécutif



Samyra AMABO
Chargée de Communication /
Gestion des Connaissances



Josiane Victorine KOME
Responsable Administrative
et Financière

ACRONYMES, ABREVIATION ET SIGLES

BAD	Banque Africaine de Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEE-ONU	Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies
CICOS	Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha
CST	Comité Scientifique et Technique
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
DGH	Directeur Général de l'Hydraulique
FAE	Facilité Africaine de l'Eau
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GWP-CAf	Global Water Partnership Afrique Centrale
GWPO	Global Water Partnership Organisation
MAAIS	Amélioration de l'approvisionnement en eau, des infrastructures et de la sensibilisation
MATE	Ministère Portugais de l'Environnement et de la Transition Énergétique
MINEE	Ministère de l'Eau et l'Energie
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
OBT	Organisme de Bassin Transfrontalier
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARGIRE	Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PNE	Partenariat National de l'Eau
PNEA	Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOJAC	Réseau Eau et Climat des Organisations de Jeunes d'Afrique Centrale
SILUSBA	Symposium Scientifique de l'hydraulique et des Ressources en Eau des pays en langue portugaise
SMHN	Service Météorologique et Hydrologique National
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WACDEP	Programme Eau, Climat et Développement
WWF	Fonds Mondial pour la Nature



MOT DU PRÉSIDENT

Chers Partenaires,

C'est pour moi un réel honneur et un privilège de m'adresser à vous en ma qualité de Président du GWP Afrique centrale. Je renouvelle ma reconnaissance envers vous pour m'avoir donné la responsabilité de diriger les activités du réseau GWP en Afrique centrale pendant deux années.

Cette année aura été exceptionnelle car c'était la première année de la mise en œuvre de notre nouvelle stratégie, la stratégie 2020-2025, ainsi que l'année d'arrivée de la pandémie de Covid-19. Notre travail a suivi le rythme de la COVID-19 car certains défis institutionnels notamment les mesures de contrôle par suite de la propagation de la COVID-19 ont ralenti le rythme normal de nos activités ainsi que certains changements institutionnels et structurels à la CEEAC. Toutefois, notre capacité de résilience nous a permis d'atteindre des résultats plutôt satisfaisants et je vous en félicite vivement.

En ce qui concerne l'axe 1, « **Nous Mobilisons** », nous notons que les succès majeurs des Partenariats Nationaux de l'Eau mettent en avant la confiance et l'appropriation des gouvernements. Nous pouvons citer entre autres, l'accréditation du PNE Congo, le passage du PNE Cameroun du statut d'« Association » à celui d' « Organisation Non Gouvernementale », la signature d'un protocole d'accord du PNE RCA avec le Ministère chargé de l'eau et la mise en place des Comités Techniques et Scientifiques (CST) par les PNE RCA et PNE Congo. Par ailleurs, le GWP-Caf a mobilisé le financement du WACDEP-G auprès de l'Agence Autrichienne de Développement (ADA) et un co-financement pour le même programme au Cameroun auprès de la Coopération Suisse.

Dans l'axe 2, « **Nous Agissons** », nous avons atteint notre objectif de l'année et enregistré des résultats importants, notamment :

- L'accompagnement de nos PNE et États dans la production de six rapports nationaux de suivi de l'ODD 6.5.1, et trois rapports nationaux de suivi de l'ODD 6.5.2 (en collaboration avec les partenaires clés comme le PNUE, CEE-ONU et UNESCO) ;
- L'accompagnement du Ministère en charge de l'Hydraulique de la RCA et le PNE RCA dans la validation et l'endossement de la Politique Nationale de l'Eau en République centrafricaine (en collaboration avec nos partenaires clés comme UNICEF et la CEEAC).

Au niveau de la mobilisation des financements :

- Le projet de mise en place d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) développé en collaboration avec l'OMM et la Commission du Bassin du Lac Tchad a été soumis au Conseil du Fonds pour l'adaptation en préconcept.
- Le GWP-Caf a soutenu la CEEAC dans la soumission de 8 projets relatifs aux eaux transfrontalières dans la base de données d'incubation des projets Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA)-Eau (PAP 2).

En ce qui concerne l'axe 3, « **Nous Apprenons** », nous avons organisé une formation en ligne sur la boîte à outils GIRE (en portugais) pour les partenaires de PNASTP en collaboration avec GWP Amérique du Sud. Nous avons aussi renforcé notre collaboration avec le GWP Afrique de l'Ouest en développant conjointement des propositions pour l'UICN et le PNUD pour des activités dans le Bassin du Lac Tchad et le Bassin du Niger.

Concernant les jeunes, le GWP-Caf a continué à soutenir le RECOJAC dans la mise en œuvre de sa stratégie triennale et de son plan d'action en facilitant la mobilisation des financements pour les activités préparatoires au 9ème Forum Mondial de l'Eau. L'équipe du GWP-Caf a également dispensé une formation à l'équipe RECOJAC sur la gestion financière et administrative des projets, ainsi que sur le développement de projets bancables.

A travers le programme des Jeunes Professionnels, RECOJAC et GWP-Caf ont recruté cinq jeunes professionnels et deux étudiants, soutenant les secrétariats des PNE et GWP-Caf ;

Nous clôturons l'année 2020, conscient des riches leçons qu'elle nous a enseignées et nous comptons capitaliser nos acquis et étendre notre savoir et activités pour opérationnaliser la stratégie 2020-2025 en 2021 dans un contexte de Covid-19.

Ainsi, pour notre Axe 1, nous travaillerons à créer un environnement favorable et à mettre en œuvre les actions des acteurs du secteur notamment l'accréditation du PNE Tchad, la conceptualisation de la stratégie du GWP-Caf pour le secteur privé et le renforcement institutionnel du GWP-Caf.

Pour l'Axe 2, nous travaillerons à soutenir les acteurs de l'eau dans la recherche des opportunités d'amélioration et de gestion des ressources en eau à différentes échelles. Ainsi, nous travaillerons pour l'endossement de la Politique Nationale de l'Eau au Cameroun et au Congo, la mise en œuvre d'un projet pilote sur le genre et la gestion de l'eau, ainsi que pour la mobilisation des fonds pour le Programme d'Investissement pour l'Eau en Afrique, avec un accent sur les différents fonds climat.

En ce qui concerne l'Axe 3, notre travail tournera autour du renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'eau à la prise de décisions en matière de gestion d'eau. Nous travaillerons également à la mise en œuvre de la stratégie de communication, à la formation des experts à Sao Tomé-et-Principe sur la prise en compte du genre dans le secteur de l'eau et le climat, et l'accompagnement des jeunes.

Cette année nous continuerons à déployer nos efforts en comptant sur votre soutien pour qu'ensemble nous puissions tendre au maximum à la réalisation de notre vision, celle de voir une Afrique centrale sécurisée en eau.

Je tiens à remercier particulièrement le GWPO pour son appui constant au GWP-Caf tant sur le plan financier que technique, nos partenaires financier et technique, les secrétariats des PNE, les membres du CoPil et CST et le secrétariat du GWP-Caf

LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Le GWP-CAF, cette année a adhéré à la stratégie 2020-2025, qui est de « *Mobiliser pour une Afrique Centrale dans laquelle la sécurité en eau est assurée pour tous les besoins* ». Cette nouvelle stratégie préconise l'égalité et l'urgence dans l'action. Son objectif est d'orienter la manière dont la région Afrique centrale travaillera de 2020 à 2025. Cette stratégie prend également en compte l'ensemble du réseau avec ses différents niveaux d'opérationnalité. Ceci en soulignant les priorités thématiques cohérentes et en codifiant l'approche distincte du GWP pour apporter le changement tout en permettant l'autonomie et l'innovation. Cette stratégie est axée sur trois objectifs et priorités stratégiques qui doivent conduire vers la sécurité en eau pour tous, il s'agit de :

- Fournir des solutions liées à l'eau aux problèmes de développement ;
- Catalyser un développement de résilience lié au climat ;
- Renforcer la coopération transfrontalière.

Les autres domaines transversaux de la stratégie sont :

- o Contribuer à l'intégration de la problématique du genre dans le secteur de l'eau ;
- o Mobiliser les jeunes pour la gestion des ressources en eau ;
- o Encourager l'engagement du secteur privé.

Dans le cadre de ces objectifs stratégiques, le GWP-CAF a contribué à la réalisation des projets relatifs aux problématiques de **genre** et de la **jeunesse** afin d'assurer une participation effective et de qualité en vue d'une coopération inclusive et intergénérationnelle.

L'ensemble de ces trois objectifs crée un environnement propice pour une approche intégrée qui a guidé toutes les activités réalisées à différents niveaux : local, national et régional. En les mettant tous en œuvre, le GWP-CAF a influencé les politiques de l'eau et la mise en œuvre de l'objectif N°6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la Région. Le GWP-CAF entend conduire le processus de changement pour assurer la sécurité en eau au travers de trois axes clés :

- **Nous Mobilisons**
- **Nous Agissons**
- **Nous Apprenons**

AXE 1 : NOUS MOBILISONS

Pour atteindre les objectifs de la stratégie, le GWP-CAF a mobilisé des personnes et des organisations pour qu'elles s'unissent autour des priorités de développement communes qui ont un impact sur l'eau. Nous nous sommes engagés à faire en sorte que toutes les voix soient entendues et nous avons travaillé avec les jeunes comme principaux agents de changement. Nous avons établi et exploité des partenariats par l'intermédiaire de plateformes multipartites, nous avons également créé un espace de discussion sur les différents points de vue et intérêts afin de faire avancer la sécurité en eau dans la région.

GWP-Cameroun passe du statut juridique d'association à celui d'Organisation Non Gouvernementale

Cinq années après le lancement du processus administratif visant à changer son statut juridique, le Partenariat National de l'Eau du Cameroun (GWP-Cmr) est finalement devenu une ONG à la suite d'un arrêté ministériel n° 00000005 du 1er avril 2020. Le changement de statut donne des avantages et des possibilités d'actions à l'organisation, parmi lesquels la possibilité de diversification des sources de financement y compris auprès des ministères et d'organisations nationales ou internationales afin de faire avancer sa mission de garantir la sécurité en eau au Cameroun.

En 2014, le GWP-Cmr a cherché à collaborer avec un Ministère partenaire et a réalisé que son statut juridique d'« Association » limitait sa capacité à établir des cadres de collaboration formels avec les ministères. C'est pourquoi les partenaires du GWP-Cmr, par l'intermédiaire du Comité de pilotage, ont entamé des discussions sur la nécessité de changer le statut juridique du GWP-Cmr d'« Association » à celui d'« Organisation Non Gouvernementale (ONG) ».

Selon la législation camerounaise, les avantages d'un statut d'« ONG » pour le GWP-Cmr sont nombreux. Ce statut donne la possibilité de diversifier les sources de financement, ainsi le GWP-Cmr pourra désormais accéder à un financement direct des ministères et des institutions connexes. Une avancée importante puisque le financement a été un défi pour le GWP-Cmr depuis sa création. Parmi les autres avantages, on peut citer :

- La possibilité d'accéder à des financements d'organisations nationales ou internationales, dans le cadre de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau ;
- La possibilité d'obtenir des subventions de personnes morales de droit public, des exonérations fiscales, des droits d'enregistrement, conformément au Code national des impôts et au Code d'enregistrement au Cameroun ;
- L'exonération des taxes et de déclarations, conformément au Code général des impôts et au code camerounais d'enregistrement ;
- L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), conformément à la législation en vigueur.

Le PNE-Congo est désormais accrédité par GWPO



Le Partenariat National pour l'Eau de la République du Congo (PNE-Congo) a été accrédité par le Secrétaire Exécutif du Partenariat Mondial pour l'Eau (GWPO), Monika Weber-Fahr. La lettre d'accréditation qui a été signée le 12 juin 2020 fait de la République du Congo le 4e pays à être accrédité au sein du réseau GWP-CAf.

Le processus d'accréditation a débuté en 2018 avec la décision de l'Assemblée Générale du PNE Congo d'accréditer le PNE afin de renforcer sa capacité institutionnelle comme moyen de faciliter les activités avec les partenaires et des bailleurs de fonds. Cette décision a conduit à un processus de documentation de deux ans avec le soutien du GWP-CAf qui s'est achevé lorsque les documents d'accréditation requis ont été soumis au GWPO pour approbation par le Président du GWP-CAf, M. Sylvain GUEBANDA, en mai 2020.

Créé en 2008 à Brazzaville avec pour mission de promouvoir la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Congo, le PNE Congo est aujourd'hui un acteur majeur dans l'appui au gouvernement congolais en matière de GIRE car il contribue davantage au développement socio-économique du pays. Depuis sa création, le PNE Congo a activement exécuté différentes activités dans le cadre du plan de travail du GWP, comme le suivi de l'implémentation de l'ODD 6.5.1, le rassemblement des acteurs du secteur de l'eau et le partage des connaissances sur la GIRE, tout cela dans le but de mettre en œuvre une stratégie concrète de la GIRE dans le pays.

Sous la direction de son Président, Hervé Didas AMBOULOU, le PNE récemment accrédité peut désormais bénéficier des avantages liés à son statut au sein du réseau du GWP, notamment l'utilisation du logo GWP.

Le PNE-RCA signe un protocole d'accord avec le Ministère chargé de l'eau, RCA

Le Partenariat National pour l'Eau de la République Centrafricaine (PNE-RCA) a signé un protocole d'accord avec le ministère chargé de l'eau pour faciliter la collaboration entre les deux parties afin de promouvoir conjointement le développement et la gestion des ressources en eau par la planification et la mise en œuvre de la GIRE dans le pays.

Dans le cadre de cet accord, la Direction Générale de l'Hydraulique sera le point focal pour le PNE-RCA sur tous les aspects techniques.

Le ministère en charge de l'eau s'est engagé à :

- Impliquer le PNE-RCA dans la planification, la conception, la mise en œuvre et le programme de suivi-évaluation de la politique et des stratégies nationales de l'eau,
- Soutenir le PNE-RCA en plaidant pour la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.
- Confier au PNE-RCA la mise en œuvre de certaines activités de renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'eau.

Pour sa part, le PNE-RCA s'est engagé à :

- Soutenir la planification, la conception, la mise en œuvre et le programme de suivi-évaluation de la politique et des stratégies nationales en matière d'eau
- Fournir une expertise pour le renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'eau, contribuer à la mise en œuvre des outils de gestion et des instruments d'aide à la décision,
- Créer et renforcer les mécanismes d'échange d'informations et de partage d'expériences sur l'eau,
- Faciliter la mobilisation de fonds pour le secteur de l'eau par la mise en place de projets et de programmes de développement,
- Soutenir le développement du secteur de l'eau et la capacité à gérer les ressources en eau et le développement de la gestion des ressources en eau.

En réponse à la question de savoir ce que ce protocole d'accord signifie pour le PNE, le Président du PNE-RCA, M. Rodrigue YAKENDE, a déclaré : « Nous sommes très enthousiastes de nous engager dans cet accord. Ce protocole d'accord vient de dynamiser la collaboration entre le PNE-RCA et le Ministère, pour une meilleure gestion et gouvernance résilientes des ressources en eau dans le pays ».

L'un des objectifs du GWP est de renforcer la capacité institutionnelle de tous les PNE au sein du réseau afin qu'ils puissent atteindre l'autonomie. Ce protocole d'accord entre le PNE-RCA et le Ministère de l'Eau est un pas dans cette direction. Le protocole d'accord signé a une durée de 3 ans et est renouvelable.

GWP-CAf a participé aux premières journées régionales virtuelles du GWP

Chaque année, toutes les régions du Partenariat Mondial de l'Eau se réunissent pour faire un brainstorming, partager leurs connaissances et s'informer sur les défis actuels et les opportunités futures du réseau lors des journées régionales annuelles. A cause de la pandémie COVID-19, les journées régionales de cette année se sont tenues en ligne pendant quatre jours, à partir du 1er juin avec plus de 100 participants à la séance d'ouverture présidée par la Secrétaire Exécutive sortante, Monika Weber-Fahr.



Toutes les régions étaient fortement représentées, y compris le GWP-CAF qui était représenté par le Président régional, le Coordonnateur régional, ainsi que les responsables des finances et de la communication.

L'ordre du jour de la réunion portait sur le positionnement du GWP dans le contexte de la COVID-19, le renforcement de l'implémentation à travers le réseau, la fourniture de solutions pour l'eau pour l'ODD 6, la mise sur pied de la résilience climatique grâce à l'eau, la promotion de la gestion durable des ressources en eau transfrontalières, la progression des programmes pour la jeunesse et genre, ainsi que l'engagement du secteur privé et la proposition de stratégies pour réviser et renforcer le modèle d'entreprise actuel du GWP. Ce fut également l'occasion pour l'ensemble du réseau de dire adieu à une dirigeante du changement, à une secrétaire exécutive qui a été très inspirante ces deux dernières années : Monika Weber-Fahr, qui sera remplacée par Peter Repinski, Directeur des opérations du GWP à titre intérimaire.

La réunion virtuelle de quatre jours a été conçue pour être une expérience interactive, afin de présenter à chacun de nouveaux formats virtuels de travail et d'échange, avec un ordre du jour à deux créneaux par sujet pour tenir compte des différents fuseaux horaires et assurer l'engagement et l'échange. Les participants ont exprimé leurs points de vue sur la manière dont le GWP peut tirer parti de la pandémie COVID-19 pour faire avancer sa Stratégie 2020-2025.

Ci-après les autres sujets de discussion: La nouvelle initiative pour le renforcement des opérations régionales et le développement du réseau (StRONG) pour une mise en œuvre efficace de la stratégie actuelle (session co-organisée par le coordonnateur régional du GWP-CAF), planifier à l'avance et tirer profit des leçons des autres régions pour la phase de mise en œuvre de l'ODD 6.5.1, la réunion annuelle du réseau du GWP de cette année,

promouvoir les programmes pour les jeunes et les femmes afin d'accroître l'engagement, la célébration du 25e anniversaire du GWP, les défis/solutions régionaux et bien plus encore. Comme le veut la coutume, tous les coordonnateurs régionaux, présidents, responsables de la communication et des finances ont tenu des sessions séparées au cours desquelles des questions spécifiques ont été adressées et des expériences partagées afin d'améliorer l'apprentissage interrégional et de proposer des solutions aux défis.

Les toutes premières journées régionales virtuelles se sont achevées par la mise en évidence des principaux résultats de chaque session, notamment: le renforcement des Partenariats Nationaux pour l'Eau (PNE) en vue de faciliter les processus gouvernementaux pour assurer le succès du programme ODD, service à la communauté de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pendant et l'après COVID-19 tout en prêtant attention aux groupes minoritaires; la célébration du 25e anniversaire par la présentation des points forts régionaux; l'adaptation au monde virtuel comme moyen de poursuivre les activités dans la nouvelle "normalité"; le lancement d'une boîte à outils GIRE revitalisée utilisant de multiples sources de données parmi d'autres plans futurs.

Le PNE-Congo met en place un Comité Scientifique et Technique (CST)

Pour un renforcement institutionnel, le Partenariat National de l'Eau du Congo (PNE-Congo), a mis sur pied un Comité Scientifique et Technique (CST) lors d'une réunion avec le Comité de Pilotage le 02 octobre dernier à Brazzaville.

La mise en place d'une équipe pilote du CST fait suite à l'Accréditation du PNE-Congo en juin dernier. Il a donc été décidé à l'unanimité par tous les membres du comité de pilotage après une élection à bulletin secret où chaque candidat intéressé devait faire un exposé de

ses compétences et de ses perspectives. Madame KIELE MBEMBA est élue présidente du Comité Scientifique et technique du PNE-Congo. A sa suite comme vice-président, c'est le docteur Jean Bienvenu DINGA enseignant chercheur à l'Université Marien NGOUABI et Directeur de l'hydrologie à l'Institut de Recherche en Science Exactes et Naturelles. Le Sociologue Daniel TSATOU a été élu rapporteur du comité de cinq membres au total.



S'exprimant sur sa vision en tant que Présidente du CST du PNE-Congo, le Dr. Kiélé Molingo MBEMBA a déclaré: « *L'eau est une grande préoccupation notamment dans les pays africains, et sa bonne gestion est un devoir pour les gouvernants mais aussi pour chaque citoyen qui se doit d'adopter les bons comportements pour assurer la pérennité de la ressource. Ainsi il faut intégrer la compréhension scientifique et technique pour impulser des politiques efficaces afin d'améliorer la sécurité de l'eau. Pour cela, il faut se tourner vers une gestion multidisciplinaire et intégrée, qui doit inclure la lutte contre le changement climatique, la gestion des déchets solides et l'assainissement. Tous ces sujets sont importants à prendre en considération pour parvenir à un développement durable dans le secteur de l'eau en République du Congo* ».

Le Comité Scientifique et Technique (CST) du PNE-Congo a pour mission de :

- Mener des réflexions et formuler des recommandations sur des thématiques émergentes ayant des impacts sur la gestion intégrée des ressources en eau ;
- Faciliter et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, des projets, des plans de travail ;
- Préparer en collaboration avec le Président du Comité de Pilotage et le Secrétaire Exécutif les sessions de l'Assemblée Générale des Partenaires du PNE-Congo;
- Appuyer le Secrétariat Exécutif du PNE-Congo dans l'élaboration des Termes de références des consultants ;
- Approuver les rapports d'études thématiques exécutés par les consultants ;

- Faire adopter par le Comité de Pilotage son rapport d'activités ;
- Représenter le PNE-Congo dans les rencontres scientifiques et techniques.



La réunion s'est terminée par un message de félicitations du président du PNE-Congo, M. Hervé Didas AMBOULOU, aux membres pilotes du Comité Scientifique et Technique et tout en les exhortant à s'engager dans la mission du PNE-Congo qui est d'assurer la sécurité en eau dans la République du Congo.

Réunion du réseau 2020 : Le GWP-CAF organise une réunion préparatoire régionale avec ses partenaires

En préparation à la réunion du réseau GWP 2020, le GWP-CAF a organisé une réunion virtuelle le 16 octobre avec la participation de plus de 45 partenaires du Congo, de la République centrafricaine, du Cameroun, du Tchad et de Sao Tomé-et-Principe.

La réunion qui était présidée par le **Président** du GWP-CAF, **M. Sylvain Guebanda**, avait pour objectif de présenter le nouveau format de la réunion du réseau de cette année aux partenaires et de réfléchir à la question globale afin d'avoir une voix commune du GWP-CAF lors de la réunion du réseau des 21 et 22 octobre.



La réunion a débuté par un discours d'ouverture du président régional, au cours duquel il a remercié tous les partenaires pour leur présence, puis il a souligné les objectifs de la réunion. Il a exhorté les acteurs de l'eau

à réfléchir en profondeur et à contribuer activement à la discussion sur l'avancement de la sécurité en matière d'eau dans le contexte de la COVID et de l'après COVID.

Après le discours d'ouverture, une présentation a été faite par la responsable de la communication du GWP-CAF, **Samyra Amabo**, qui a souligné le nouveau format de la réunion du réseau (d'une réunion de 24 heures à une réunion de **deux jours** et d'un format «Follow the sun» à un **format continental**) et une autre par le coordonnateur régional, **M. Hycinth Banseka**, sur la question globale de cette année. Il a conclu sa présentation en fournissant des lignes directrices pour les consultations au niveau national avec les partenaires, au cours desquelles les partenaires devaient fournir des réponses à la question globale en fonction de leur réalité nationale.



Après des concertations sur la façon dont les acteurs de l'eau adaptent leur travail pour continuer à **apporter des changements** malgré la crise de la COVID-19 et identifier les **facteurs de succès** pour le changement, les rapporteurs nationaux sélectionnés ont présenté les décisions du groupe lors de la session de clôture qui a été diffusée en direct sur Facebook. Les partenaires ont eu l'occasion d'interagir entre eux et de contribuer aux rapports nationaux afin d'assurer une compréhension commune.

La consultation régionale s'est terminée par des mots de remerciement du Président aux partenaires pour leurs contributions et aux PNEs pour une mobilisation accrue des partenaires. Il a également encouragé tous les partenaires à s'inscrire et à participer à la réunion du réseau en mettant l'accent sur **la session d'ouverture du 21 octobre**. Les résultats des décisions des consultations des pays partenaires ont été consolidés et présentés par le président du GWP-CAF lors de la session continentale Afrique et Méditerranée de la réunion du Réseau le **22 octobre**.

La crise de la Covid-19 a un impact sur la gestion des ressources en eau aujourd'hui et aura probablement des répercussions durables en raison de la crise socio-économique et de l'évolution des priorités politiques. En tant qu'acteurs de l'eau, comment adaptez-vous votre travail pour continuer à apporter des changements afin de parvenir à la sécurité de l'eau ? Pouvons-nous identifier les « facteurs de succès » pour que le changement se produise dans ce nouvel environnement ?

A crise de Covid-19 impacta a gestão dos recursos hídricos hoje e provavelmente impacta duradouramente devido à crise socioeconómica e às mudanças nas prioridades políticas. Como atores hídricos, como vocês adaptam seu trabalho para continuar fazendo mudanças para alcançar a segurança hídrica? Podemos identificar fatores de sucesso? Para fazer a mudança acontecer neste novo ambiente?

150 partenaires du GWP Afrique et Méditerranée échangent sur les solutions pour améliorer les investissements pour la sécurité de l'eau dans le contexte post-COVID

Les partenaires du GWP-CAF se sont joints aux partenaires du GWP du monde entier lors de la réunion annuelle du réseau du GWP les 21 et 22 octobre pour réfléchir à la manière de faire progresser la sécurité en eau et de mobiliser les investissements dans le domaine de l'eau pour « **une meilleure reconstruction** » après la COVID-19.

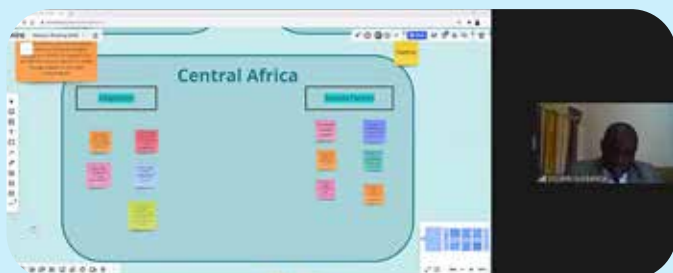
Cette réunion statutaire du GWPO, qui s'est tenue pour la première fois dans un format continental, a débuté par une session d'ouverture le 21 octobre avec la participation de partenaires de tout le réseau. S'exprimant lors de cette session, Peter REPINKSI, Secrétaire Exécutif intérimaire du GWP, a déclaré : « **Ce n'est qu'avec ce réseau vaste, diversifié et multipartite que nous pouvons changer la façon dont l'eau est gérée** ». Un autre moment fort de cette session a été l'annonce des douze finalistes du «Water Changemakers».



La session Afrique et Méditerranée a eu lieu le 22 octobre et s'est concentrée sur la manière de mobiliser les investissements pour assurer la sécurité hydrique, notamment par le biais du Programme d'Investissement pour l'Eau en Afrique (PIA). Dans son discours d'ouverture, Son Excellence le **Président Jakaya MRISHO KIKWETE**, ancien Président de la République de Tanzanie et Président du GWP Afrique du Sud (GWP-SAF), a déclaré : « **d'ici 2030, la population africaine devrait atteindre 1,6 milliard d'habitants. Cela entraînera une multiplication par dix de la quantité d'eau nécessaire pour répondre aux besoins socio-économiques. La Facilité africaine de l'eau de la BAD prévoit que 64 milliards de dollars par an seront nécessaires pour réaliser la Vision africaine de l'eau pour 2025, alors que l'investissement réel se situe entre 10 et 19 milliards de dollars par an, ce qui laisse un grand vide en matière d'investissement** ».

Les représentants de certains partenaires régionaux stratégiques comme **l'Agence de Développement de l'Union Africaine** (AUDA-NEPAD), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), l'Union de la Méditerranée (UM), la Commission Européenne et l'initiative « Assainissement et Eau pour tous » (SWA) ont également partagé leurs idées sur le thème continental lors de la séance d'ouverture.

La session régionale de l'Afrique centrale de la réunion a été facilitée par le Président du GWP-CAF, **M. Sylvain GUEBANDA**. Le premier segment sur la mobilisation des investissements pour la sécurité de l'eau a commencé par une présentation du programme PIA afin d'améliorer la compréhension du programme par les partenaires.



Lors de la séance plénière qui a suivi, le Président du PNE-Congo, **M. Hervé Didas AMBOULOU**, a rendu compte des discussions de ce segment en soulignant l'existence de deux opportunités régionales d'investissement (le Plan d'Action Régional pour la GIRE (PARGIRE) et le PIDA qui a une composante régionale en Afrique centrale), le plan d'investissement quinquennal pour le Bassin du Lac Tchad et la disponibilité des ressources en eau dans la région.

Lors du deuxième segment régional sur la question globale, les partenaires ont ajouté au rapport de synthèse de la réunion préparatoire du réseau GWP-CAF qui s'est concentrée sur cette question.



Des stratégies supplémentaires proposées par les partenaires du GWP-CAF pour faire progresser la sécurité de l'eau dans un contexte COVID-19

- Renforcer la gestion de l'eau en mettant l'accent sur une meilleure gouvernance de l'eau grâce à une gestion décentralisée de l'eau (gestion au niveau le plus bas possible),
- Établir des partenariats et approcher stratégiquement les partenaires de la santé publique tels que les ministères chargés de la santé publique dans les pays

M. Hycinth BANSEKA, coordonnateur régional du GWP-CAF, a fait un résumé des points clés de la session Afrique et Méditerranée lors de la session de clôture.



Ces points sont les suivants :

- Mobiliser les investissements pour la sécurité de l'eau par le biais du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (PIA)
- Accroître la collaboration avec les partenaires stratégiques (UA, BAD, AMCOW, SWA, UE)
- Capitaliser les opportunités existantes au niveau régional et national
- Développer les initiatives en faveur de la jeunesse pour accroître l'engagement des jeunes
- sformative genre pour améliorer l'inclusion dans la gestion des ressources en eau.

Dans son discours de clôture aux partenaires du GWP, **M. Peter Repinski** a déclaré : « **En tant qu'organisation de réseau, notre prochaine étape sera d'investir dans notre réseau et d'inclure toutes vos contributions dans notre plan de travail 2021** » - un engagement que le GWP prévoit de mener à bien.

Le GWP-CAF tient sa 14e Réunion du Comité de Pilotage sur Format Virtuel

Le Partenariat Régional de l'Eau en Afrique centrale (GWP-CAF) a tenu sa 14e réunion du Comité de Pilotage (CoPil) les 12 et 13 novembre 2020, et pour la première fois sous format virtuel. Douze membres de ce comité et du secrétariat du GWP-CAF ont participé à cette réunion statutaire du réseau Global Water Partnership (GWP).

Cette réunion a rassemblé les présidents des Partenariats Nationaux de l'Eau (**Congo, Tchad, République**

centrafricaine et Sao Tomé-et-Principe), les représentants des partenaires stratégiques (**CEEAC, CBLT et UNESCO**), le représentant du GWPO, le représentant des jeunes et le président du Comité Scientifique et Technique (CST) régional. La réunion de deux jours avait pour objectif d'évaluer le niveau de mise en œuvre du Plan de travail 2020 du GWP-CAF et de valider le Plan de travail proposé pour 2021.



Dans son premier discours officiel devant le Comité de Pilotage depuis son élection à la présidence du GWP-CAF en 2019, **M. Sylvain GUEBANDA** a remercié les membres de lui avoir confié la responsabilité de diriger les activités du GWP-CAF dans la région. Il a également exprimé sa reconnaissance à **GWPO** pour le soutien technique et financier continu qui est essentiel au succès des travaux du GWP-CAF.

Après avoir souligné les défis posés par la crise COVID-19 dans la mise en œuvre du Plan de travail 2020, le Président a mis en évidence certains résultats clés de l'année, tels que le soutien du GWP-CAF à la mise en œuvre des **indicateurs 6.5.1 et 6.5.2** des ODD dans la région, **l'endossement par le gouvernement de la Politique Nationale de l'Eau en République centrafricaine**, l'accréditation du GWP-Congo, les partenariats clés formés au niveau national et régional pour faire avancer le programme de sécurité de l'eau, entre autres. Il conclut en donnant le ton de l'année prochaine en disant : « **L'année prochaine, nous continuerons de faire des efforts, en comptant sur votre soutien afin qu'ensemble nous puissions nous mobiliser dans la réalisation de notre vision d'une Afrique centrale sûre en matière d'eau.** ».

La réunion a été marquée par différentes présentations du secrétariat du **GWP-CAF** et des présidents des PNE notamment sur le niveau de mise en œuvre des recommandations de la réunion du CoPil 2019 et du Plan de travail de 2020, les défis rencontrés, les activités prévues en 2021 et le budget.

L'un des points forts de la réunion a été la présentation de la représentante du GWPO, Julienne Roux, qui a souligné l'appréciation du GWPO au GWP-CAF pour la mobilisation

accrue des ressources (financières et humaines), le soutien à la mise en œuvre de la mission du GWP et de la stratégie 2020-2025 et le renforcement des capacités des partenaires régionaux et nationaux.



Une autre présentation clé a porté sur le programme **WACDEP-G** qui est dans sa phase de démarrage au niveau régional (Bassin du Lac Tchad) et national (Cameroun). Dans le cadre de ce programme, la conseillère technique en genre au niveau régional, **Henriette BIKIE**, a fait des recommandations sur la manière dont le comité de pilotage peut institutionnaliser le genre afin que le GWP-CAF, en tant qu'institution, prenne en compte l'approche transformative genre.

WACDEP-G 2021	AFRIQUE CENTRALE	Budget	Partenaires
Composante 1 : Faciliter un changement transformationnel de genre dans les relations de pouvoir et les structures institutionnelles pour la mise en œuvre d'interventions, de politiques, de plans et d'activités dans le secteur de l'eau potable et d'énergie		22 307	UNICEF, UNF
Unité de travail 1 : Appuyer les gouvernements dans le cadre d'un changement transformationnel dans la gestion de l'eau et le développement des interventions dans le domaine de l'eau		33 307	
Composante 2 : Appuyer les gouvernements et renforcer la motivation, les capacités et les possibilités de transformer les relations de pouvoir structurellement ancrées			
Unité de travail 2 : Cartographier les pratiques, les normes sociales et les réglementations régionales liées à la sécurité des actifs liés à l'eau et des services liés à l'eau et au climat			
Unité de travail 3 : Appuyer les gouvernements à développer des politiques nationales et régionales pour promouvoir les investissements hydrauliques tenant compte des différences entre les sexes ainsi que des contraintes et des besoins pour une gouvernance et des résultats inclusifs en matière d'eau			
Composante 3 : Appuyer l'investissement privé à partir de la mise en œuvre de projets pilotes innovants et de partenariats public-privé pour promouvoir des projets hydrauliques innovants		49 000	UNICEF, UNF, UNF, UNF
Unité de travail 4 : Appuyer les gouvernements à développer des politiques nationales et régionales pour promouvoir les investissements privés dans le secteur de l'eau, pour promouvoir, soutenir et faciliter les partenariats public-privé et les partenariats innovants		22 307	

A la fin des deux jours de réunion, les membres du comité de pilotage ont pris les décisions clés suivantes : validation de la Société Nationale de l'Eau de Sao Tomé-et-Principe comme représentant du collège « Société d'Exploitation d'Eau » aux sein du CoPil du GWP-CAF , validation du plan de travail 2021 et des activités du **WACDEP-G**, mise en place d'un comité restreint des membres du CoPil, chargé de faire la revue du manuel de procédures du GWP-CAF. Certaines recommandations ont été faites en ce qui concerne la capitalisation du partenariat du GWP-CAF avec la **CEEAC** en 2021, l'amélioration de l'engagement du secteur privé ainsi que le renforcement des Partenariats Nationaux pour l'Eau au niveau institutionnel et financier - par la conceptualisation de projets bancables.



La première réunion virtuelle du Comité de Pilotage s’est achevée sur une note positive avec un message de félicitations du Président aux membres du CoPil et au secrétariat du GWP-CAF pour leurs efforts et leurs réalisations en 2020 tout en espérant obtenir de meilleurs résultats en 2021.

Le Partenariat National de l’Eau de la République Centrafricaine (PNE-RCA) tient son Assemblée Générale et sa réunion du Comité de Pilotage

Le Partenariat National de l’Eau de la République Centrafricaine a tenu son assemblée générale et son Comité de Pilotage les 27 et 28 novembre à Bangui.

Plus de quarante partenaires étaient présents à l’Assemblée Générale et tous les membres du Comité de Pilotage étaient présents à la réunion du Comité de Pilotage.

Le genre au cœur de l’Assemblée Générale

L’Assemblée Générale, soutenue par le **GWP-CAF**, avait pour objectif d’examiner et d’adopter le rapport d’activités 2017-2020 et le rapport financier 2018-2020 du Partenariat National de l’Eau, d’adopter les amendements apportés aux documents statutaires, d’élire les nouveaux membres du Comité de Pilotage et de présenter le programme WACDEP-G aux partenaires. Il a réuni les partenaires du PNE, ainsi que des partenaires techniques

et financiers comme **l’UNICEF** et ou encore **WWF**, ainsi que des représentants du **GWP-CAF**.

La réunion a été co-présidée par le Président du PNE-RCA, **M. Rodrigue Prosper YAKENDE**, et le Président régional du GWP-CAF, **M. Sylvain GUEBANDA**

Dans son allocution introductive, le président a remercié les partenaires pour leur contribution continue à l’avancement de la GIRE dans le pays, il a également remercié les membres du Comité de Pilotage pour le soutien apporté tout au long de son mandat de Président du PNE-RCA, et souligné la nécessité d’en faire plus en matière de mobilisation de fonds pour réaliser la vision d’une République centrafricaine où la sécurité en eau est assurée.

Le Président régional, lui, a tenu à féliciter l’équipe et les partenaires du PNE-RCA pour les résultats obtenus en 2020 malgré les défis. Il a également appelé le PNE à poursuivre avec dévouement le processus de mobilisation des fonds de préparation du Fonds Vert Climat, qui contribuera grandement à faire progresser la résilience climatique du pays.





La réunion a été marquée par la présentation du programme **WACDEP-G** qui est à sa phase de démarrage au niveau régional, présentation faite par **Mme Henriette BIKIE**, conseillère technique Genre du GWP-CAf. Elle a souligné les objectifs et les résultats attendus du Programme ainsi que les pays et les bassins transfrontaliers ciblés pour sa mise en œuvre.

L'un des points forts de la réunion a été la nomination de nouveaux membres du Comité de Pilotage pour les collègues suivants, *Administration, Fournisseurs d'eau, Médias, Société civile, Institutions académiques, Affaires féminines et Engagement des jeunes*. Un autre point fort a été l'adoption, après reformulation, des amendements à l'article 10 du document statutaire et à l'article 3 du règlement intérieur concernant les règlements et procédures d'adhésion des partenaires.

Des recommandations clés ont été faites par les partenaires relatives à :

- L'amélioration de la qualité des rapports et la finalisation du rapport d'activité 2017 - 2020;
- L'accroissement de la visibilité du programme de travail par la création d'une page Facebook et d'un site web ;
- L'élaboration d'un plan d'action budgétaire stratégique en collaboration avec le Comité Technique afin de faciliter la mobilisation des fonds ;
- La création d'un compte bancaire pour le PNE-RCA ;
- L'insertion des textes modifiés dans les deux documents statutaires.

Le Comité de Pilotage a renouvelé le mandat du Président du PNE-RCA

La réunion du Comité de Pilotage avait pour objectif de nommer un Président et un Vice-président, de réfléchir aux priorités et au plan d'action du PNE, d'échanger des idées sur le manuel de procédure et d'élaborer une stratégie sur la manière de mobiliser les fonds de préparation du Fonds vert pour le climat.



Après un rappel des missions et devoirs du Comité de Pilotage par **Sekou GARY**, Secrétaire Exécutif du PNE-RCA, les membres ont procédé au renouvellement unanime du mandat de **Rodrigue YAKENDE** en tant que Président du PNE-RCA tandis que **Mme Delphine KONDJI** a été élue Vice-présidente.

En ce qui concerne le manuel de procédure du PNE, les membres ont tous convenu qu'il s'agissait d'un document essentiel qui facilitera grandement la mobilisation de fonds auprès des partenaires financiers et techniques. Les membres ont applaudi la nomination de GWPO comme partenaire de mise en œuvre du financement de « préparation » du Fonds Vert Climat et ont exprimé la nécessité de poursuivre le processus de mobilisation en collaboration avec l'unité de coordination nationale pour le climat. Conformément au programme **WACDEP-G**, les membres ont donné la charge au Secrétaire Exécutif de partager tous les documents clés du programme sur la gestion des eaux de surface et la promotion de l'agriculture durable dans les zones urbaines de Bangui avec la conseillère en genre pour s'assurer que l'aspect genre est pris en compte et renforcé.

La réunion s'est terminée par une note de remerciement du Président aux membres pour leur participation et leurs efforts pour relever les défis du PNE en 2021.

AXE 2 : NOUS AGISSONS

S'appuyant sur cet axe stratégique, le GWP-CAF a soutenu une action coordonnée pour traiter les risques liés à l'eau et mettre en œuvre une gestion intégrée pratique des ressources en eau. Le GWP-CAF soutient certains pays de la région pour évaluer leurs progrès vers la cible de gestion intégrée des ressources en eau telle que définie par l'Objectif de Développement Durable 6 (ODD 6) sur l'eau. Le GWP-CAF a également contribué à renforcer la coopération transfrontalière en matière d'eau et à intégrer les multiples valeurs de l'eau dans la prise de décision des principaux acteurs ainsi que le soutien aux gouvernements dans le processus d'adoption d'une politique nationale de l'eau.

- i) GWP-CAF soutient l'adoption de la politique nationale de l'eau et de l'assainissement au Congo et en République centrafricaine.

Le Gouvernement de la République centrafricaine endosse la Politique Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PNEA)

La République centrafricaine dispose désormais d'une politique nationale officielle en matière d'eau et d'assainissement. La Politique Nationale de l'Eau, qui a été validée au niveau technique lors d'un atelier de consultation des parties prenantes à Bangui en août 2020, a été endossée par le gouvernement en novembre 2020.



Cette approbation marque la fin du processus détaillé, qui a été pleinement soutenu par le GWP-CAF et la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), marqué par deux missions clés sur le terrain :

La mission de suivi du Plan d'Action Régional pour la GIRE (PAGIRE) en décembre 2018 dirigée par M. Désiré NDEMAZAGOA, Responsable de l'Eau et de l'Energie de la CEEAC et Hycinth BANSEKA, Coordonnateur régional du GWP-CAF. Cette mission a été le catalyseur de l'ensemble du processus puisqu'elle a produit une feuille de route pour tout le processus de révision de la PNEA.

Elle a également amélioré le cadre du processus de révision de ce document régissant l'eau en RCA en assurant une compréhension commune des activités clés et des rôles et responsabilités des principales parties prenantes.

La deuxième mission qui était celle de l'évaluation de la CEEAC dirigée par M. Désiré NDEMAZAGOA, en août 2019, vérifiait le niveau de mise en œuvre des activités prévues dans la feuille de route de la politique. Elle vérifiait également les stratégies nationales de la RCA en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, ainsi qu'un

suivi de la réalisation des résultats attendus. Au cours de cette mission, la CEEAC a identifié les réalisations et les contraintes dans la mise en œuvre de la feuille de route et a fait des suggestions de solutions à mettre en œuvre.

Le GWP-CAF a participé à l'élaboration de la feuille de route pour la politique et a été activement présent à chaque étape menant à la validation de la politique de l'eau. Au niveau national, le Comité Scientifique et Technique (CST) du PNE-RCA a également joué un rôle majeur en examinant la version provisoire du document de politique et de sa stratégie nationale en décembre 2019, ainsi qu'en participant activement à l'atelier national de validation en août 2020. L'objectif principal de cette PNEA est, d'une part, de créer une prise de conscience individuelle et collective sur les questions liées à l'eau dans le pays, et d'autre part, de favoriser une plus grande synergie et cohérence des investissements publics et privés. Elle assure également l'engagement actif des différents acteurs pour traiter des questions liées à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Le Gouvernement de la RCA s'est engagé à travailler avec tous les acteurs pour garantir que le document de PNEA soit pleinement mis en œuvre à tous les niveaux.



La République du Congo en voie d'une Politique Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PNEA)

Afin de garantir que le document de politique nationale de la République du Congo en matière d'eau et d'assainissement prenne en compte tous les secteurs liés à l'eau et aborde directement les défis du secteur AEPHA dans le pays, le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (MEH), avec l'appui du GWP-CAF et de l'UNICEF, a organisé un atelier de consultation des parties prenantes de deux jours, les 25 et 26 novembre 2020 à Brazzaville.

discours prononcés lors de la séance d'ouverture par M. Andrés A. Lopez, Représentant Adjoint du Bureau de l'UNICEF au Congo, et le président de l'atelier ont souligné l'importance de la contribution et de l'inclusion des parties prenantes à la mise en œuvre de la politique nationale. L'objectif général de cette politique qui est de s'assurer que le pays atteigne l'objectif 6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030 a également été soulevé.



L'objectif principal était de présenter, échanger et approuver le projet de document de PNEA par les principaux acteurs du secteur de l'eau dans le pays.

L'atelier, financé par le Partenariat National de l'Eau du Congo (PNE-Congo), UNICEF Congo et le ministère de l'Energie et des ressources Hydrauliques, a rassemblé trente participants issus des ministères, des organismes parapublics, des ONG, des organisations de la société civile, des acteurs de la recherche et de l'enseignement, du secteur privé ainsi que des partenaires techniques et financiers comme l'UNICEF, l'UNESCO.

L'atelier était sous la présidence du Directeur de Cabinet du MEH, M. Yannick Lionel NKODIA. Les deux principaux



Afin de mieux préparer les participants aux travaux de groupe, Mme OKYEMOU Gloria, Secrétaire Exécutive du PNE-Congo, a présenté les objectifs et les résultats attendus de l'atelier, tandis que M. Hervé Didas AMBOULOU, Directeur Général par intérim du Fonds

de Développement du secteur de l'eau et Président du Comité Technique de la Politique Nationale de l'Eau, a présenté le cadre d'élaboration de la politique.

Après ces présentations, les participants ont été séparés en groupes de travail pour ;

- Discuter des forces, faiblesses, opportunités et contraintes du secteur de l'eau et de l'assainissement.
- Identifier et valider la vision, les objectifs et les principes directeurs de la politique nationale pour le secteur jusqu'en 2030.
- Identifier et valider les axes stratégiques de la politique nationale de l'eau et de l'assainissement pour les dix prochaines années.
- Identifier les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre de la nouvelle politique.

Les groupes travaillant sur la vision, les objectifs et les principes directeurs, ainsi que sur les axes stratégiques ont été animés par le Coordonnateur Régional du GWP-CAF.

Lors de la plénière principale qui a suivi, les participants ont formulé les recommandations suivantes au Gouvernement pour assurer l'avancement de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Congo, à travers ce document clé. Les recommandations sont les suivantes ;



- La révision du décret portant création du Conseil Consultatif de l'Eau (CCE) pour étendre son action à l'assainissement et également changer le nom de l'Institution en « Conseil Consultatif de L'Eau et de l'Assainissement » (CCEA) tout en intégrant tous les acteurs clés du secteur AEPHA
- Rendre opérationnelle la Direction Générale de l'Assainissement à court terme
- S'assurer de l'adoption et de la mise en œuvre de la PNEA

- ii) Le GWP-CAF apporte son soutien à six pays dans le processus de suivi de l'ODD 6.5.1 dans la région Africaine centrale

La République du Tchad enregistre des progrès dans la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)



Une consultation multipartite tenue à N'Djamena au Tchad, le 4 septembre 2020 a révélé que le niveau de mise en œuvre de l'indicateur 6.5.1 des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui évalue le « degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) » dans le pays est passé de 32 % (enquête de référence 2017) à 37 %.

Cette augmentation de 5% indique que les éléments de la GIRE sont institutionnalisés et que leur mise en œuvre est en cours dans le pays. Une preuve évidente qui démontre cette augmentation est le score global de 44% sans la section « Institutions et participation » (Ce qui en fait la section la mieux notée) du rapport pays 2020 qui montre clairement les lois impliquant le secteur privé et les groupes vulnérables dans la GIRE, les politiques et les mandats clairs pour le Ministère d'Hydraulique Urbaine et Rurale du pays par le biais de la Direction Générale des Ressources en Eau pour diriger la planification de la GIRE

La consultation des parties prenantes, organisée par le **Ministère d'Hydraulique Urbaine et Rurale** en collaboration avec le **Partenariat National pour l'Eau du Tchad (PNE Tchad)**, a rassemblé plus de **15 parties prenantes** des ministères, du secteur privé, de la société civile, des institutions de recherche et des points focaux des organisations de bassins transfrontaliers (CBLT, ABN) pour évaluer le degré de mise en œuvre de la GIRE dans le pays.

S'exprimant lors de la consultation des parties prenantes, le Directeur des Ressources en Eau et le point focal national pour l'ODD 6.5.1. M. Nassour SALEH TERDA a réitéré l'importance du suivi de la GIRE et a fait appel à tous les participants de « *s'engager pleinement dans des discussions pour enrichir les réponses apportées par les pays aux défis de la mise en œuvre de la GIRE* ». Il a conclu en remerciant le GWP-CAF et le PNE Tchad pour leurs contributions financières et techniques tout au long du processus de suivi.

La consultation était caractérisée par des présentations sur le processus de suivi et de rapport ainsi que par des discussions de groupe sur les différentes sections du rapport : *environnement favorable, institutions et participation, instruments de gestion et financement*. Pour le Tchad, comme pour la plupart des pays de la région d'Afrique centrale, l'un des principaux défis de la mise en œuvre de la GIRE reste le financement avec une baisse de 26% (rapport 2017) à 20%.

Pour s'assurer que le pays continue de progresser dans la mise en œuvre de la GIRE, les parties prenantes ont fait quelques recommandations clés au gouvernement :

- Réviser le code de l'eau en ajoutant plus d'éléments GIRE, et préparer tous les textes d'application avant soumission à l'Assemblée nationale ;
- Conceptualiser un processus d'élaboration d'un Plan d'Action National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) pour le Tchad, et faciliter l'intégration de ceci dans des projets de développement afin de mobiliser le financement. Accélérer le processus d'approbation d'un PANGIRE au Tchad;
- Préparer un document de politique et de stratégie nationale en matière d'eau et d'assainissement ;
- Élargir les formations spécifiques en GIRE dans le système éducatif national à travers l'intégration et l'insertion des modules GIRE dans les formations académiques et professionnelles, pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des documents de politiques, de planification et de gestion portant sur les ressources en eau.

La République du Cameroun évalue le degré de mise en œuvre de la GIRE

Organisée par le ministère des Ressources en Eau et de l'Énergie et le Partenariat National pour l'Eau du Cameroun (GWP-Cmr), la République du Cameroun a tenu une consultation des parties prenantes le 23 juillet 2020 pour valider le rapport national sur l'indicateur 6.5.1 des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui évalue le degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).



L'atelier qui s'est déroulé dans les locaux du secrétariat du Partenariat Régional pour l'Eau en Afrique Centrale (GWP-CAF) à Yaoundé a été organisé dans le cadre du deuxième cycle de rapports sur l'ODD 6 soutenu par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) en collaboration avec le **PNUE-DHI** et le **PNUD-CAPNET** par le biais du "SDG 6 IWRM Support Programme". L'atelier a rassemblé vingt parties prenantes des ministères (eau et énergie, transport, agriculture, économie et planification, logement et développement urbain), des représentants des agences des Nations unies (**UNESCO**), des organisations de la société civile (**SAILID, Water for Life, Young Volunteers for the Environment**), du réseau des organisations de jeunesse (**RECOJAC**), entre autres.

Dans son discours d'ouverture, le Directeur de la Gestion des Ressources en Eau, **M. Mamoudou Ousman**, a félicité le groupe de travail de l'ODD 6.5.1 d'avoir préparé le projet de rapport pour cette phase du processus. Il a également souligné l'importance du suivi de l'ODD 6.5.1 «en tant qu'élément majeur pour assurer la mise en œuvre correcte et opportune de la GIRE dans le pays». **M. Mamoudou Ousman** a exprimé sa gratitude au GWP-CAF pour l'appui technique et financier apporté au Cameroun depuis le premier cycle de rapports en 2017, ainsi que pour la facilitation globale de la mise en œuvre de la GIRE depuis 2005. Il a conclu par un appel aux participants à contribuer activement et librement aux discussions sur le rapport national, en leur assurant que le rapport final soumis reflètera les décisions et les recommandations de l'atelier.

Après les présentations sur l'ODD 6.5.1, les participants ont été répartis en groupes selon les trois sections du questionnaire : **environnement favorable, institutions et participation et institutions de gestion** pour convenir ou contester les notes du questionnaire pour chaque section et faire des recommandations pour faciliter la mise en œuvre de l'ODD 6.5.1. Lors de la plénière de clôture, tous les participants ont apporté des idées pour le quatrième volet du questionnaire «**Finances**».

En comparaison avec le score global de **34%** du rapport 2017, le score final obtenu après consolidation du rapport sur la base des contributions de la consultation montre qu'il y a eu une augmentation de **6%** du score total pour atteindre **40%** en 2020. La section «**Institutions et participation**» ayant le score le plus élevé et «**Finances**» ayant le score le plus bas. Afin de mieux répondre à certaines contraintes dans la mise en œuvre de la GIRE et d'améliorer les sections ayant obtenu de faibles scores, les parties prenantes ont fait des recommandations au gouvernement avec des particularités pour chaque section.

L'atelier s'est terminé par un mot du point focal de l'ODD 6.5.1, **Mme Ngo Biemble**, qui a remercié les participants pour leurs contributions qui seront pleinement prises en compte lors de la consolidation du rapport avant sa soumission au **PNUE**. Les participants ont également exprimé leur appréciation pour le processus de suivi

de cette année et se sont engagés à travailler à la mise en œuvre des recommandations de l'atelier à tous les niveaux.

Le Gabon et Sao Tomé-et-Principe enregistrent une augmentation du niveau de mise en œuvre de la GIRE

Une augmentation de 15% pour le Gabon et de 10% pour Sao Tomé et Principe sont là les scores finaux notés pour les deux pays après une consultation des parties prenantes.

Dans le cadre de la deuxième série de rapports de l'ODD 6, le GWP et ses partenaires soutiennent le processus de suivi et de rapport sur l'ODD 6.5.1 par le biais du programme de soutien de l'ODD 6. Le processus qui a débuté en avril 2020 a abouti à l'organisation d'une consultation des parties prenantes les 23 et 24 juillet 2020 au Gabon et à Sao Tomé-et-Principe respectivement.



Le niveau de mise en œuvre de la GIRE à Sao Tomé-et-Principe passe de « faible » à « moyennement faible »

Pour Sao Tomé-et-Principe, la consultation des parties prenantes, organisée par la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Energie (DGRNE) du Ministère des travaux publics, des infrastructures, des ressources naturelles et de l'environnement, en collaboration avec le soutien du Partenariat National de l'Eau de Sao Tomé-et-Principe (PNA-STP), a réuni vingt-neuf participants, principaux acteurs du secteur de l'eau, notamment le gouvernement, la société civile, les partenaires techniques et financiers et les institutions du secteur privé.

La consultation était un mélange de travaux de groupe et de discussions en séance plénière qui a eu pour résultat une évaluation participative du degré de mise en œuvre de la GIRE, ainsi que des recommandations pour accélérer la mise en œuvre de la GIRE dans le pays avant le troisième cycle de rapports en 2023. S'exprimant lors de l'atelier, Mme Valdemira TAVERES, directrice du département d'agronomie et Présidente du GWP de Sao Tomé-et-Principe, a déclaré : « **La GIRE nous concerne tous ! C'est le devoir de chacun et cela exige que nous travaillions ensemble pour y arriver** ».

Par rapport à la note totale de 23 % du rapport de 2017, la note obtenue à la fin de l'atelier montre une augmentation de 10 % de la note globale, qui montera à 33 % en 2020, faisant ainsi passer le pays du niveau « faible » en 2017 au niveau « moyen-faible » en 2020. L'évaluation indique que le pays a été le plus performant en matière



Au Gabon, un atelier de deux jours (23 et 24 juillet) a rassemblé dix acteurs de divers secteurs par session, afin de garantir le respect des mesures de prévention de la COVID-19 instaurées par le gouvernement. Dans l'ensemble, les parties prenantes au Gabon ont convenu que le degré de mise en œuvre de la GIRE en 2020 est de 29 %, soit une augmentation de 15 % par rapport au score de 14 % enregistré dans le rapport de référence de 2017. L'évaluation indique que le pays a été le plus performant dans la section « Institution et participation » (33 %) et le plus faible dans la section « Environnement favorable » (23 %).

Cependant, le niveau de la GIRE du pays se situe toujours dans la catégorie « faible » (Rapport de la situation 2018 sur la mise en œuvre de la GIRE en Afrique), et il est donc urgent d'identifier les actions prioritaires visant à accélérer la mise en œuvre de la GIRE dans le pays. Il a également été souligné au cours de l'atelier que la faible note obtenue en 2017 était le résultat d'une mauvaise compréhension du questionnaire et de l'absence de processus participatif dans l'élaboration du rapport de base - une situation qui a été évitée au cours de ce cycle de rapports grâce au soutien du GWP-Caf au pays.



d'« environnement favorable » (38 %) et le plus faible en matière de « financement » (20 %). Alors que des améliorations d'au moins 10 points ont été observées de 2017 à 2020 pour « Environnement favorable » (14 %), « Institutions et participation » (15 %) et « Instruments de gestion » (10 %), le score pour « Financement » n'a pas changé et est resté le même à sa valeur de 20 % en 2017.



Les principales recommandations suivantes ont été formulées par les parties prenantes pour faire progresser la mise en œuvre de la GIRE dans le pays :

- Mobiliser des ressources (techniques et financières) pour la bonne mise en œuvre de la GIRE
- Organiser des activités ciblées de renforcement des capacités pour le personnel technique ou de planification des institutions liées à l'eau ;
- Créer une plateforme nationale pour la sensibilisation massive et l'appropriation de la GIRE ;
- Adopter et mettre en œuvre les recommandations de chaque section du questionnaire.

Le PNE-RCA appuie la validation du rapport national du suivi de l'indicateur 6.5.1 des ODD en République Centrafricaine

Le Partenariat National pour l'Eau de la République Centrafricaine (PNE-RCA) a appuyé la validation du rapport national de suivi de l'indicateur 6.5.1 des Objectifs de Développement Durable dans le pays.

En ce qui concerne l'ODD 6, visant à « assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous » d'ici 2030, un programme de collecte de données - 2020 Data Drive - été lancé pour combler le manque de données afin d'assurer des données nationales suffisantes pour produire une base de référence mondiale pour l'ODD 6. Cela implique la collecte et la communication des données par les pays sur divers indicateurs de l'ODD 6 à plusieurs agences des Nations Unies pour suivre les progrès et assurer la responsabilité.



En RCA, la validation de ce rapport national de suivi est intervenue lors d'un atelier organisé par le Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques le 1er juillet 2020 à Bangui avec l'appui technique et financier du PNE RCA à travers le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique Centrale (GWP-CAf).

Cette activité, qui s'inscrit dans le cadre de l'organisation de la 2ème campagne de collecte des données sur l'indicateur 6.5.1 des Objectifs du Développement Durable sur le degré de mise en œuvre de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) lancée depuis janvier 2020, a regroupé une vingtaine de participants représentant les structures dont les secteurs d'activités sont liés à l'eau.

L'ouverture des travaux a été ponctuée de l'unique mot de M. Alain Fidèle KOLONGATO NGBADOU, Directeur du Cabinet du Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, qui tout en remerciant les participants pour leur présence malgré la pandémie du COVID-19, a invité les experts à contribuer à l'amélioration du rapport qui sera transmis au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dès sa validation. Enfin, il a exprimé la gratitude du Gouvernement envers le Partenariat Régional pour l'Eau d'Afrique centrale (GWP-CAf) pour son soutien technique et financier tout au long du processus de suivi de l'O.D.D. 6.5.1 dans le pays.



Afin de conduire les travaux, un bureau a été mis en place pour faciliter le processus de consultation des parties prenantes et composé du Chargé de Mission en matière des Ressources Hydrauliques et Président Régional du GWP-CAf, M. Sylvain GUEBANDA (Président), du Président du PNE-RCA, M. Rodrigue Prosper YAKENDE (Vice-Président), du Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Point Focal de l'ODD 6.5.1, M. Barnabé FALIBAI, (Rapporteur) et du Facilitateur du processus de l'ODD 6.5.1, M. Pierre Alfred LEBARAMO (Rapporteur adjoint).

A l'issue des travaux, les participants ont apporté directement des amendements de fond et de forme au rapport, dégager des perspectives les plus attendus, à savoir : Valider dans les meilleurs délais le document de Politique Nationale de l'Eau et mobiliser des financements dans les meilleurs délais pour l'élaboration et la réalisation du programme de la GIRE en RCA. Ils ont en outre recommandé :

- (i) l'harmonisation de la sémantique de toutes les rubriques perspectives de la matrice de suivi,
- (ii) l'élaboration et le suivi des actions d'amélioration des indicateurs et
- (iii) la mise en place d'un groupe de travail sectoriel de suivi de l'ODD 6.

La République du Congo organise une consultation des parties prenantes pour valider le rapport national sur l'ODD 6.5.1

Avec la participation de 20 parties prenantes, la République du Congo est le deuxième pays d'Afrique centrale à organiser un atelier de consultation pour valider le rapport national sur l'indicateur 6.5.1 des Objectifs de Développement Durable qui évalue le degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

L'atelier, organisé par le **ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques** et facilité par le GWP-CAf à travers le PNE Congo, a eu lieu à Brazzaville le **9 juillet 2020**. Cette consultation des parties prenantes a été organisée dans le cadre du deuxième cycle de rapports en 2020 sur l'ODD 6 qui vise à assurer « l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous » afin de créer une

base de données. Ce processus de suivi est soutenu par le **Partenariat Mondial de l'Eau (GWP)** par le biais du programme de soutien à la GIRE de l'ODD 6. Le Partenariat Mondial de l'Eau pour l'Afrique Centrale (GWP-CAf) a apporté un soutien continu aux pays de la région chargés de la mise en œuvre, depuis l'atelier régional en 2019 sur la mise en œuvre de l'ODD 6 jusqu'au soutien technique et matériel.



L'atelier a débuté par deux présentations du point focal **ODD 6.5.1** du pays, **M. Loussoukou Dieudonné**. La première présentation s'est concentrée sur le contexte et la raison d'être du processus de suivi de l'ODD 6.5.1 et sur un aperçu du questionnaire expliquant le rôle du groupe de travail et du point focal du pays. Lors de la deuxième présentation du rapport de base de l'ODD 6.5.1 pour 2017, **M. Loussoukou** a précisé à l'attention des participants que l'un des principaux objectifs des discussions de groupe qui suivront, sera de souligner pour chaque section les progrès réalisés par rapport à il y a trois ans. Les discussions de groupe ont été marquées par des arguments pour justifier les notes données pour chaque section du questionnaire.

Dans l'ensemble, le score total (**de 40%**) du rapport de cette année a augmenté **de 8%** par rapport au score (**de 32%**) du rapport de base de 2018. La section « **Environnement favorable** » ayant le wscore le plus élevé et la section « **Finances** » le plus faible. Afin d'accélérer la mise en œuvre de l'indicateur 6.5.1 et d'améliorer les sections à faible score, les recommandations suivantes ont été formulées à la fin des discussions de l'atelier :

- Prendre en compte les questions de genre, les groupes vulnérables et le secteur privé, à tous les niveaux, dans toutes les initiatives liées à la GIRE
- Les autorités gouvernementales et les parties prenantes devraient :
 - Finaliser les politiques et les réglementations relatives à l'eau ;
 - Mettre en place et rendre opérationnels les organes de gestion infranationaux (unités de gestion des bassins et transfert de compétences aux gouvernements locaux) pour une meilleure supervision de la GIRE
 - Mettre en place des organes et des mécanismes de gestion des ressources en eau

En ce qui concerne la mise en œuvre de la GIRE dans la région de la CEEAC (11 Etats membres), l'avènement des ODD a été d'une grande valeur pour le GWP-CAF, car nous avons soutenu avec succès les pays qui ont produit des rapports de qualité sur l'indicateur GIRE, et ceci nous a emmené à travailler avec eux pour faire progresser la mise en œuvre de la GIRE. Le tableau ci-dessous présente les progrès de la GIRE dans la région, en comparant les données rapportées par les pays en 2017, comparées à celles collectées en 2020. En général, la progression a été constante pour tous les pays, à l'exception de la Guinée Equatoriale qui a reculé, avec des progrès importants pour l'Angola, le Gabon et le Rwanda qui ont quasiment doublé leur score de 2017 en 2020.

De manière globale, le niveau de mise en œuvre de la GIRE dans les 11 Etats membres de la CEEAC se présente comme suit :

Pays	Degré de mise en œuvre de la GIRE		Réseau régional de GWP
	2017	2020	
Angola	37	61	GWP Afrique Australe
Burundi	32	47	GWP Afrique Orientale
Cameroun	34	40	GWP Afrique Centrale
République Centrafricaine	31	37	GWP Afrique Centrale
Tchad	32	37	GWP Afrique Centrale
République du Congo	32	43	GWP Afrique Centrale
République Démocratique du Congo	31	32	GWP Afrique Australe
Guinée Equatoriale	24	23	GWP Afrique Centrale
Gabon	14	29	GWP Afrique Centrale
Rwanda	35	66	GWP Afrique Orientale
Sao Tome et Principe	23	33	GWP Afrique Centrale
Moyenne de la sous-région Afrique centrale	30	41	

Simple interpretation of 6.5.1 IWRM implementation category

Very high	81-100	Vast majority of IWRM elements fully implemented and objectives consistently achieved.
High	71-80	Objectives of programmes generally met, stakeholder engagement generally good.
Medium-high	51-70	Capacity to implement IWRM elements under long term programmes generally adequate.
Medium-low	31-50	Elements of IWRM generally institutionalized, and implementation underway.
Low	11-30	Implementation of some elements of IWRM begun, but potentially low stakeholder engagement.
Very low	0-10	Development of IWRM elements generally not begun, or stalled.
ND	No data	

More on methodology and individual question thresholds: <https://www.itera.org/monitoring>

Source : IWRM Data Portal: Country database - IWRM (unepdhi.org)

iii) Le GWP-CAF appuie le Renforcement de la Coopération Transfrontalière

Le PNE-Congo facilite l'atelier de validation du rapport national de l'ODD 6.5.2 pour la République du Congo.

Organisé par le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique de la République du Congo (MEH), et facilité par le PNE Congo et le Programme Hydrologique International de l'UNESCO (PHI), l'atelier de validation du rapport national de l'ODD 6.5.2 pour le pays a eu lieu le 22 juin 2020, à Brazzaville, Congo. Cet atelier avait pour objectif de faire le point sur l'état des ressources en eau du Congo et la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières, et de valider le projet de rapport de l'ODD 6.5.2 qui évalue la coopération sur les rivières transfrontalières, les bassins lacustres et les aquifères transfrontaliers.

Tenant compte du respect des mesures barrières relatives à la pandémie de la COVID-19, l'atelier n'a réuni qu'une vingtaine de participants, membres du Comité PHI-Congo, étroitement liés à la thématique de l'atelier. Dans son discours d'ouverture, **M. ALOUNA Armel**, Directeur Général de l'Hydraulique par intérim, a souligné l'importance de l'atelier en tant qu'étape majeure vers la mise en œuvre de l'ODD 6.5.2 dans le pays.

L'atelier de validation s'est ouvert sur des présentations de l'état des ressources en eau au Congo, l'importance de la coopération transfrontalière et une présentation finale sur le contexte de la préparation du rapport pays pour l'ODD 6.5.2. Après les présentations, il était temps pour les participants de discuter et de partager leurs opinions sur les réponses au questionnaire pour l'indicateur 6.5.2 lors d'une mini-table ronde. Les conclusions de ces discussions ont été présentées et validées lors d'une seule discussion plénière.



Le rapport de suivi de l'indicateur 6.5.2 pour le Congo a été préparé par une équipe multisectorielle au cours de la période avril-mai 2020 et les résultats du rapport seront transmis à la **Commission Economique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)** avec une copie au bureau régional de l'**UNESCO**.



Le Cameroun évalue les progrès de la coopération transfrontière dans le secteur de l'eau

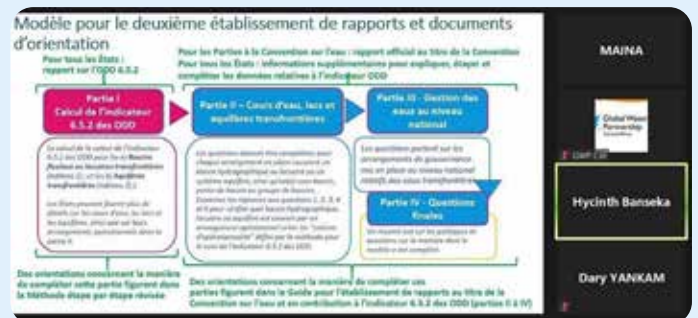
Pour évaluer les progrès réalisés dans la coopération transfrontière, le ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) a organisé, en collaboration avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale et le GWP Cameroun, un atelier de consultation multipartite de deux jours à Mbalmayo, au Cameroun, les 3 et 4 septembre 2020.

Dans le cadre de la deuxième série de rapports sur l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement, le Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP) soutient certains pays dans le processus de suivi et d'évaluation. Ce soutien est prioritairement destiné aux pays qui mettent en œuvre l'indicateur 6.5.1 sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et l'indicateur 6.5.2 sur la coopération transfrontière les points d'ancrage du GWP. Dans le cadre de l'initiative de Surveillance Intégrée de l'Eau des Nations Unies pour l'ODD 6, la CEE-ONU et l'UNESCO, les organismes co-dépositaires de l'indicateur 6.5.2 qui évalue « la proportion de la superficie des bassins transfrontières où est mis en place un dispositif opérationnel pour la coopération dans le domaine de l'eau » ont appelé les pays partageant des eaux transfrontières à examiner leurs progrès en matière de coopération transfrontière et à rendre compte de leur valeur nationale pour l'indicateur en 2020.

En Afrique centrale, le Cameroun est l'un de ces pays qui a pu évaluer les progrès réalisés dans la coopération transfrontière au cours d'un atelier de consultation des parties prenantes qui a réuni plus de vingt acteurs parmi lesquels les ministères (Eau et Energie, Transport, Environnement et Relations Extérieures...etc.), UNESCO, GWP-Cmr, la société civile (RECOJAC, Water For Life Cameroon) et les points focaux (Convention d'Helsinki et CICOS). L'atelier avait pour objectif de :

- Valider le questionnaire renseigné ;
- Renforcer les capacités des parties prenantes sur le suivi de l'indicateur 6.5.2 ;
- Réfléchir sur la manière de promouvoir la coopération interétatique dans le domaine de la gestion des ressources en eau au Cameroun.

L'atelier de validation a précédé une réunion intense de deux jours du groupe de travail sur l'ODD 6.5.2 à la fin du mois d'août, au cours de laquelle des réponses ont été proposées au questionnaire avec l'appui du GWP-Cmr par l'intermédiaire du Président de son Comité Scientifique et Technique, le Dr Fantong Wilson.



Au cours de la première réunion du groupe de travail qui s'est tenue virtuellement, le Coordonnateur Régional du GWP-CAF, M. Hycinth Banseka, a expliqué le processus de rapport au groupe de travail, tandis que le Dr Fantong Wilson a souligné certaines lacunes du premier cycle de rapport 2017, qu'il faut éviter pour garantir un rapport de meilleure qualité qui servira de guide pour favoriser la coopération transfrontière.



Groupe de travail de l'ODD 6.5.2 pendant une séance de travail avec le GWP-CAF

Pour cette seconde phase de 2020, la principale difficulté relevée était le partage de données au sein des Organismes des Bassins transfrontières ce qui a considérablement ralenti le processus de création du Bassin d'Ogooué, Ntem, Nyanga et Komo.

Après délibérations et travail de groupe, les parties prenantes ont formulé les recommandations suivantes :

- Mettre en place un Comité National pour le Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI) ;
- Évaluer la possibilité de transmettre le rapport national aux organismes de bassin pour d'éventuelles contributions et modifications ;
- Effectuer une cartographie et une caractérisation des aquifères ;
- Mettre en place un suivi de la qualité de l'eau d'une part et de la gestion des aquifères d'autre part par les organisations de bassin.

Engagement de la Jeunesse

RECOJAC appuie la Préparation de la participation des jeunes d'Afrique centrale au Forum Mondial de l'Eau: CAY-TDAKAR2022

Pour assurer un succès éclatant au Forum Mondial de l'Eau de Dakar 2022, le Comité d'organisation a mis en place un processus rigoureux et inclusif permettant d'assurer la participation de toutes les catégories d'acteurs dont en particulier les jeunes. Lors de la réunion de lancement organisée à Dakar le 19 juin 2019, la participation d'un représentant de l'Afrique centrale membre de l'organisation Water For Life Cameroun a été facilitée par le Réseau Eau et Climat des Organisations de Jeunes d'Afrique centrale (RECOJAC). Au cours de cette réunion, le RECOJAC a été désigné point focal Afrique centrale au sein de la cellule africaine du comité de pilotage des jeunes en charge de la mobilisation des jeunes.

Pour ce faire le RECOJAC a pensé le projet « **Central African Youths Towards Dakar 2022 (CAY-TDAKAR2022)** » qui consistait à: réaliser une cartographie des projets de jeunes dans la région, sélectionner et financer les trois meilleures initiatives à hauteur de 500\$ sur 171 projets reçus.

Sachant compter sur ses partenaires, le RECOJAC a bénéficié pour la mise en œuvre de ce projet un soutien technique de Water For Life Cameroon, GWP-CAF et du bureau Afrique centrale de l'UNESCO. Sur le plan financier, le RECOJAC a signé un contrat de 3000\$ avec UNESCO et s'apprête à signer dans les prochains jours un contrat similaire pour l'un des projets spécifiques portée par une jeune femme et portant l'eau et la lutte contre la COVID-19 dans le milieu des personnes malvoyantes et aveugles.

Sélection du RECOJAC au comité de pilotage de Youth UNESCO Climate Action Network (YoU-CAN)

Le groupe directeur ad hoc est composé de 15 jeunes, un représentant de chaque région de l'UNESCO, le RECOJAC représente l'Afrique centrale. La coordinatrice a été sélectionnée par le Secrétariat de l'UNESCO, sur la base de critères de sélection spécifiques. Le groupe de pilotage ad hoc a géré l'opérationnalisation du Réseau Jeunesse UNESCO pour l'action climatique (YoU-CAN)

Dans le cadre de cette initiative, l'UNESCO vise à faciliter la mobilisation et la défense des réseaux de jeunes liés au changement climatique par la création du Réseau Action Climat Jeunesse UNESCO (YoU-CAN). Ce réseau contribuera aux programmes de l'UNESCO et bénéficiera de ses compétences dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication et de l'information, dans la mesure du possible. YoU-CAN sera un réseau dirigé par des jeunes qui facilitera l'appropriation et le leadership des jeunes dans ses processus et ses résultats.

Dans ce comité de pilotage, le RECOJAC fait partie du groupe de travail sur la gouvernance, où il s'agit de définir les rôles et les responsabilités. YoU-CAN est encore en construction et devra être opérationnel d'ici janvier 2021.

Le GWP-CAF et RECOJAC collaborent pour renforcer les capacités des jeunes

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet (CAY-TDAKAR2022), le renforcement de capacité a aidé les jeunes du RECOJAC à acquérir des connaissances notables pour la bonne conduite du projet.

- Il s'est tenu à l'entame du projet une **session de formation sur la gestion financière** coordonnée par l'équipe finance du GWP-CAF avec pour but de donner les bases de la gestion financière des projets, le partage de connaissances et d'informations pour avoir une gestion financière irréprochable et que le



partenaire peut aisément valider. Cette formation a été mise en pratique tout au long du projet qui s'achève en mi-novembre et les deux premiers livrables ainsi que le rapport financier a été validé sans difficultés par UNESCO

- **L'atelier régional en ligne avec les porteurs de projet.** Avec comme orateurs principaux : GWP-Caf, UNESCO et un consultant en suivi évaluation mis à disposition par UNESCO, l'atelier en ligne a réuni les 28 projets sélectionnés dans la phase 1 sur 171 projets reçus. Cet atelier virtuel régional a connu la participation d'une quarantaine de participants venant du Congo, RDC, RCA, Tchad, Cameroun et Gabon. L'objectif était d'apporter des précisions d'ordre technique aux porteurs de projet, de les amener à produire une note conceptuelle bien faite, c'est d'ailleurs sur la base de cette note conceptuelle que la sélection finale a été opérée.

- **L'équipe du projet CAY-TDAKAR2021** : dans le cadre de ce premier projet d'envergure, le RECOJAC a voulu rester fidèle à ses axes de travail stratégiques dont l'un porte sur le renforcement des capacités. Pour ce projet, une équipe mixte a été composée de 6 jeunes femmes et 4 hommes répartis ainsi que suit :

- La coordination générale : 1 homme et 1 femme
- Finances : 2 femmes
- Communication : 1 femme
- Suivi et évaluation : 2 hommes et 1 femme
- Agents de terrain pays : 1 homme et 1 femme

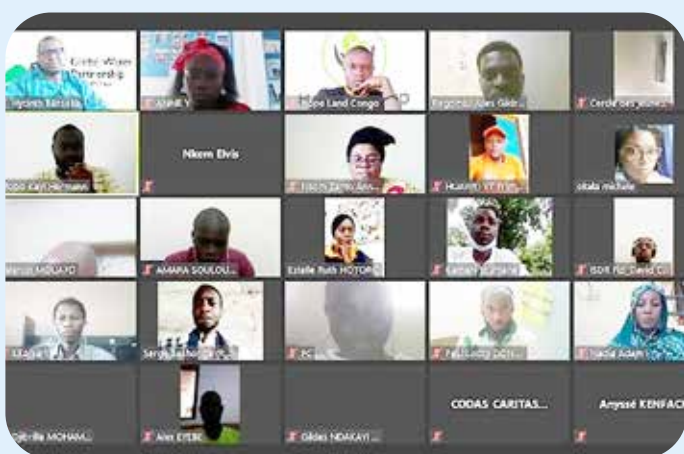


L'équipe est constituée de volontaires qui à travers leurs responsabilités dans ce projet ont développé des compétences notables et qu'ils pourront valoriser dans d'autres sphères

Relance du programme des Jeunes Professionnels (YPP) en Afrique centrale

Le programme Jeunes Professionnels (YPP) est une opportunité d'apprentissage et de développement du potentiel des jeunes femmes et hommes de la sous-région en qualité de futurs leaders internationaux des ressources en eau et climat.

Le RECOJAC s'inspire de la stratégie pour la jeunesse du GWP et de l'AMCOW qui ont été développés et intégrés dans les programmes et activités mondiaux et régionaux.



Ceci vise à accroître la participation des jeunes en tant que partenaires essentiels du secteur de l'eau pour renforcer leur prise de conscience et développer leurs compétences dans la perspective d'un avenir durable.

Cette année 2020, le GWP Caf a recruté 05 stagiaires dont 03 en communication pour le compte du Secrétariat général, les PNE du Congo, de Sao Tomé-et-Principe et 02 pour le WACDEP GIRE. Ainsi, par le biais du YPP, le RECOJAC avec l'appui du GWP-CAF assure la continuité et l'excellence dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau dans la sous-région.

Cette relance est le début d'un processus qui aura pour objectif d'inclure les autres acteurs majeurs dans le secteur dans les années à venir.

Le RECOJAC soutient une organisation partenaire, PIVJET International, dans la lutte contre la COVID-19 chez les jeunes

Pour renforcer son réseau, le RECOJAC avec l'appui du GWP-CAF a demandé et obtenu un financement spécial du Programme mondial de soutien à la jeunesse du GWP pour soutenir l'une de ses organisations partenaires, PIVJET International, dans une campagne de sensibilisation des jeunes à la COVID-19.



La campagne, qui s'est déroulée à Mbalmayo, au Cameroun, du 27 au 29 novembre 2020, avait pour objectif de remettre aux élèves et aux autorités scolaires du matériel de prévention **COVID-19** (masques, kit de lavage des mains, désinfectants pour les mains, savons) et de sensibiliser les élèves sur la manière de prévenir la propagation de ce virus.

Le **RECOJAC** était représenté pour cette initiative **AEPHA** (Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement) par **Michèle Okala**, Coordinatrice régionale et **Herman Mopo**, animateur de la jeunesse. La campagne a couvert deux écoles primaires et une école maternelle de la ville de Mbalmayo. Elle mettait un accent sur l'importance du programme **AEPHA** comme stratégie préventive majeure contre ce virus. Le **RECOJAC** a pris une part active à toutes les activités de la campagne de sensibilisation, en particulier dans le discours de

sensibilisation et l'exercice de démonstration du lavage des mains.

La campagne devrait contribuer à réduire la propagation de la COVID-19 chez les jeunes et à réaffirmer le soutien du RECOJAC aux projets de terrain des organisations partenaires. Ceci constitue également une excellente stratégie pour accroître l'engagement des partenaires et développer le réseau.



Prise en compte du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

Au travers de cet objectif, la stratégie de genre du GWP-CAF, est de mettre en œuvre une approche « **jamais sans elles lorsqu'il s'agit d'elles** ». Dans le cadre de tous les programmes élaborés au titre des zones d'ancrage du GWP-CAF, le travail de promotion de l'égalité des sexes sera axé sur :

- Le leadership et l'engagement des institutions ;
- L'inclusion et l'analyse de genre, moteur du changement ;
- Une participation significative et inclusive à la prise de décision ;
- Un partenariat pour un accès égal aux ressources et leur contrôle.

À propos du programme Eau, Climat, Développement - Genre (WACDEP-G)

WACDEP-G est un programme qui a émergé du programme WACDEP après avoir reconnu l'importance de l'aspect genre dans la sécurité de l'eau et la résilience climatique en Afrique. La nouvelle phase du programme (2020-2023), Eau, climat, développement et égalité des sexes (WACDEP-G), sera mise en œuvre dans 18 pays et 5 bassins transfrontaliers avec le soutien financier de la Coopération autrichienne au développement (ADA) dans le cadre du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP). L'objectif global du WACDEP-G est de réduire les inégalités entre les sexes en promouvant une

planification, une prise de décision et un développement institutionnel qui transforment les sexes pour des investissements en eau résistants au climat en Afrique. Le but ultime est de réaliser des progrès en matière d'égalité des sexes en façonnant des investissements dans la sécurité de l'eau et la résilience au climat pour 3,6 millions de personnes sur 6 ans, impliquant des projets et des programmes représentant environ 1 milliard de dollars d'investissements provenant de sources gouvernementales et privées.

Le programme est structuré autour de trois composantes principales :

- i. Changement sexospécifique pour la mise en œuvre d'investissements dans la sécurité de l'eau résistante au climat,
- ii. Mobiliser des partenariats et développer la motivation, les capacités et les opportunités pour transformer les relations de pouvoir inégales structurellement ancrées,
- iii. Apprentissage agile à partir de la mise en œuvre de projets pilotes locaux.

Le WACDEP-G est lancé au niveau national (Cameroun) et régional (Bassin du Lac Tchad)

Après avoir reconnu l'importance de l'aspect genre dans la sécurité de l'eau et la résilience climatique en Afrique, WACDEP-G est un programme qui a émergé du programme WACDEP. Ce programme étant à sa première phase au niveau national et régional, a déjà vu le recrutement de tout son staff (chargé de programme, consultant genre et deux jeunes professionnels). Une analyse genre au Cameroun a également été faite par Includovate, une société de recherche sur l'intégration du genre, engagée par le GWP pour mener une enquête sur le genre dans les pays de mise en œuvre du WACDEP-G, ainsi qu'un Document projet.

WACDEP-G : Les parties prenantes au Cameroun identifient les causes profondes et les barrières sociales des inégalités entre les sexes dans le secteur de l'eau et du climat du pays.

Dans le cadre du Programme Eau et Développement Climat-Genre (WACDEP-G), le GWP-CAf a organisé le premier atelier de renforcement des capacités du WACDEP-G dans la région le 14 octobre 2020 à Yaoundé, au Cameroun. L'atelier des parties prenantes avait pour principal objectif d'analyser les causes profondes et les obstacles de certaines lacunes en matière de capacités afin d'informer sur l'approche transformative du genre (ATG) pour renforcer la sécurité de l'eau et la résilience climatique dans le pays.

« L'événement d'apprentissage » qui a été facilité par le Partenariat national pour l'eau du Cameroun (GWP-Cmr) et Includovate (une société de recherche sur l'égalité des sexes engagée par le GWP pour mener une enquête sur le genre dans les pays de mise en œuvre du WACDEP-G) a rassemblé plus de 20 participants sélectionnés parmi les personnes ayant répondu à l'enquête sur le genre et le secteur de l'eau, du genre et du climat.

Le format de l'atelier était axé sur la participation, l'engagement et la collaboration par le biais de groupes de travail, de discussions et de comptes rendus. Ceci avait pour but de mieux comprendre la portée et la complexité de la réponse aux inégalités entre les sexes grâce à une analyse des obstacles qui met l'accent sur des changements comportementaux spécifiques ainsi que sur l'identification des possibilités de remédier au statu quo.

Deux présentations principales ont été faites avant la session des groupes de travail : le programme WACDEP-G et ses objectifs **par Murielle ELOUGA**, Chargée de programme WACDEP-G et les résultats de l'enquête menée par Includovate sur l'analyse de genre au Cameroun par **Alice Kaibowou**, Consultante d'Includovate.

Cette enquête, qui avait pour objectif d'identifier les lacunes de l'approche transformative du genre (ATG) au sein des institutions au Cameroun, a révélé cinq lacunes majeures ;



- Les lacunes institutionnelles
- Les lacunes dans la mise en œuvre des projets
- Les lacunes dans la conception et la mise en œuvre des projets
- La phase de ciblage
- L'évaluation des lacunes en matière de suivi

Les participants ont été répartis en cinq groupes de travail en fonction des lacunes identifiées pour faire un brainstorming sur les deux exercices de groupe : Exercice d'analyse des causes profondes (Pourquoi et comment) et l'analyse des obstacles WACDEP-G (axé sur la façon dont ces causes se manifestent au niveau structurel).

À la suite des discussions, les participants ont fait des recommandations sur la manière de faciliter la mise en œuvre de l'ATG afin d'améliorer l'inclusion/égalité des sexes dans le secteur de l'eau. Ces recommandations sont les suivantes

- Organiser des sessions de plaidoyer pour les décideurs afin de prendre en compte les préoccupations des femmes ;
- Renforcer les capacités des femmes par le biais d'ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation ;
- Sensibiliser les institutions publiques et non gouvernementales sur la nécessité de prendre en compte l'ATG dans le suivi et l'évaluation des projets ;
- Vulgariser les documents de bonne gouvernance ;
- Renforcer la coopération entre les parties prenantes.

Les recommandations seront incluses dans le rapport final de l'analyse de genre d'Includovate pour le Cameroun qui servira de guide de document de projet à l'équipe régionale et nationale du WACDEP-G. Cet exercice d'apprentissage est une étape importante dans l'engagement du WACDEP-G et dans la construction du réseau. Il prépare également le terrain pour une future



collaboration avec les parties prenantes dans la mise en œuvre du programme ainsi que la promotion d'un GTA dans le secteur de l'eau du pays.

Programme d'investissement dans le domaine de l'Eau en Afrique (AIP)

Le Programme Continental d'Investissement dans le domaine de l'Eau en Afrique (AIP) a été officiellement adopté par le Conseil des Ministres africains de l'eau (AMCOW) en février 2019. Le but du AIP est de transformer et d'améliorer les perspectives d'investissement pour la sécurité de l'eau et l'assainissement durable pour une Afrique prospère, pacifique et équitable. L'objectif du AIP est d'améliorer la création d'emplois grâce à des investissements sensibles au genre dans la sécurité de l'eau, l'industrialisation et le développement résilient au climat.

Amélioration de l'engagement des femmes dans les mécanismes de diffusion et de collecte de l'information agrométéorologique : Le GWP-Cmr apporte son appui au ministère des Transports

Conformément aux instructions du Chef de l'État, lors de sa visite du 20 septembre 2012 aux victimes d'inondations dans les régions du Nord et de l'extrême Nord, prônant le « renforcement à tous les niveaux et de manière régulière de l'information météorologique » et dans le cadre du programme Eau, Climat, Environnement – Genre (WACDEP-G), le Partenariat National de l'Eau au Cameroun (GWP-Cmr) a apporté son appui au Ministère des Transports pour l'amélioration des mécanismes de collecte et de diffusion de l'information agrométéorologique lors d'un atelier d'échanges tenu le 27 novembre 2020 à Yaoundé.

Cet atelier survient dans un contexte où les défis de changements climatiques s'accroissent depuis ces dernières décennies, avec un très fort impact au niveau des pays en développement. Il faut relever en outre que, la population la plus vulnérable à ces aléas climatiques dans le domaine agricole sont les femmes, principales productrices mais qui ont une limite d'accès à l'information et à la technologie du fait de la sous-scolarisation ou



encore du contexte socio-culturel dans certaines zones géographiques du pays (Sahel). L'impact des aléas climatiques, plus visibles au niveau du secteur agricole, se manifestent à plusieurs niveaux. Par exemple, les inondations du 20 septembre 2012 dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord comme l'illustration palpable de cet impact.

Bien que le ministère des Transports, assure la mission au travers du Service de l'Agrométéorologie et de l'Environnement Atmosphérique de fournir l'assistance météorologique aux usagers agro-industriels et agricoles, d'évaluer l'impact des phénomènes météorologiques sur les activités agricoles et d'élaborer les bulletins et cartes agrométéorologiques, il reste difficile pour ce service de savoir si ces dernières sont bien exploitées par les usagers. En effet, cet atelier avait pour objectif de trouver des mécanismes qui aideront d'une part à la collecte d'informations in situ dans les champs afin d'évaluer les impacts des phénomènes météorologiques sur les activités agro-pastorales et d'autre part à la diffusion et l'usage de toutes ces informations. Les échanges se sont déroulés autour de quatre principales articulations : la cérémonie protocolaire d'ouverture, les présentations, les échanges en plénière, et la restitution des travaux de groupes. L'ouverture de l'atelier a été marquée par l'allocation du Sous-Directeur des Applications Météorologiques de la Direction de la Météorologie et du ministère des Transports (MINT), représentant du ministre des Transports, **M. Gervais YONTCHANG**.

Par la suite les présentations ont porté tour à tour sur le Bulletin Agrométéorologique, le Bulletin Climatique, les Mécanismes de collecte et de diffusion de l'information climatique, la mission du GWP-CAF d'assurer la Gestion Intégrée des ressources en Eau (GIRE) et le programme WACDEP-G. Pour le compte du GWP-CAF, la dernière présentation a été effectuée par la Chargée de Programme WACDEP-G, **Murielle Elouga**.



Les points de discussions avec les différents acteurs (société civile, radio communautaire, Groupe d'initiative commune) présents à l'atelier portaient sur les difficultés dans la collecte et la diffusion des bulletins agrométéorologiques. D'où l'inaccessibilité décriée par certains bénéficiaires aux bulletins agrométéorologiques. On peut comprendre l'indignation de ce participant : « **il est assez technique et requiert une certaine expertise pour l'interpréter et adapter au besoin agricole** », rajouté à cela, « **le niveau d'éducation et l'accès limité à la technologie et internet** ». En outre, les acteurs ont relevé que la conception du bulletin climatique est très technique donc difficile à digérer et à transmettre par les diffuseurs.

Néanmoins la Direction de la météorologie nationale a eu à installer 19 stations automatiques sur 25, ce qui reste insuffisant au regard de la demande au niveau des différentes régions du Cameroun. Entre autres recommandations formulées nous pouvons citer :

Pour le MINT :

- Travailler avec les mairies dans les zones marquées par un accès difficile au bulletin agrométéorologique et à l'information climatique ;



- Transmettre l'information météo et climatique pour la région de l'Extrême-Nord au service de l'irrigation et du drainage pour qu'elle soit transformée en conseil et diffusée par mail ou WhatsApp aux différents GIC et associations agricoles Pour le MINADER : Actualiser le calendrier agricole selon les informations du bulletin o agrométéorologiques collectées auprès du Ministère des Transport
- Conduire deux initiatives pilotes dans deux communes des zones agroécologiques pour tester les trois modèles identifiés de collecte des informations sur les impacts du climat sur les activités agricoles (1- Système Alternatif de Vulgarisation agricole du MINADER, 2- Recours aux points focaux météo des délégations départementales du MINT, 3- Recours aux chefs de postes agricoles).

Pour le GWP-Cmr :

- Renforcer la concertation, le dialogue, les échanges entre les parties prenantes clé en charge de la collecte, de la diffusion et de l'utilisation des informations agrométéorologiques (MINADER, MINEPIA, MINT, Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales, Société civile...)
- Accompagner le MINT dans la conduite des initiatives pilotes dans les communes des zones agroécologiques pour l'amélioration de la collecte in situ (dans les champs) des informations agro météo ;
- Partager les connaissances et expériences sur les questions d'accès et d'utilisation de l'information climatique et des services d'alerte précoce par les usagers en milieu rural.

AXE 3 : NOUS APPRENONS



Dans le cadre de cet axe, le GWP-CAF a collaboré avec les parties prenantes pour transformer l'apprentissage de la gestion de l'eau en amélioration continue tout en favorisant des boucles de rétroaction constantes. Le GWP-CAF a également encouragé l'apprentissage agile pour adapter et poursuivre son plan de travail dans le contexte de COVID-19.

Le GWP-CAF forme les secrétaires exécutifs des PNE à l'utilisation des outils virtuels (Zoom)

Afin de s'assurer que les secrétaires exécutifs des PNE puissent travailler efficacement et confortablement avec les outils numériques, le GWP-CAF a effectué une formation virtuelle sur l'utilisation et la capitalisation de l'outil web zoom pour les événements/réunions virtuels.

Après avoir participé à la formation «**Working in Virtual Environment Training (WiVe)**» du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) en vue des Journées régionales virtuelles 2020, le Partenariat Régional de l'Eau d'Afrique Centrale (GWP-CAF) a décidé de partager les connaissances acquises lors de cette formation avec tous les PNE de son réseau.

L'objectif de cette formation virtuelle effectuée par le responsable de la communication et de la gestion des connaissances du GWP-CAF, était de s'assurer que tous les PNE soient non seulement informés des outils numériques disponibles, mais qu'ils aient également une bonne compréhension des outils et mieux les utiliser pour gérer les réunions/événements en ligne.

La formation a été suivie par les secrétaires exécutifs du **PNE Cameroun, Congo, Sao Tomé** et également

par le **point focal de l'ODD 6.5.1** pour Sao Tomé. La formation s'est concentrée sur les bases de l'outil de vidéoconférence en ligne Zoom (comment créer un compte, comment participer à des réunions, comment organiser des réunions, etc.) ainsi que sur des astuces pour l'organisation d'un événement ou d'une réunion virtuelle.

Un sondage envoyé après la session de formation a révélé que tous les participants ont trouvé la formation utile et sont ouverts à l'idée d'en apprendre davantage sur les outils numériques pour un engagement virtuel efficace, en particulier dans le contexte de la crise COVID-19.

Huit propositions du changement pour l'eau de l'Afrique centrale soumises pour les prix « Water Change Makers »

Le GWP a lancé les Prix Acteur de Changement pour l'Eau (Water Changemakers Awards) à un moment extraordinaire où le monde traversait une crise sanitaire mondiale et l'avenir économique de nombreuses personnes est menacé.



**WATER
CHANGEMAKER
AWARDS**

Ces deux préoccupations requièrent toute l'attention des gouvernements, des entreprises et des citoyens du monde entier. De nombreux éléments de base doivent être maintenus, et parmi ceux-ci figure la prise de décisions réfléchies sur la façon dont nous utilisons et protégeons l'eau, et la façon dont nous nous protégeons contre des risques liés à l'eau, tels que les inondations et les sécheresses, alors que la crise climatique continue de sévir.

L'objectif de ce prix est de rendre visibles les équipes et les organisations qui façonnent les décisions relatives à l'eau et renforcent la résilience climatique. Huit parcours de Changements ont été reçus de la région d'Afrique centrale et bien qu'aucune n'ait atteint la demi-finale, ces histoires de changement contribueront à la base de connaissances des « Water Changemakers Awards » -un centre de partage des connaissances et d'apprentissage entre tous les acteurs du changement de l'eau à travers le monde.

Les huit histoires soumises d'Afrique centrale sont les suivantes :

- Chargée de l'organisation communautaire pour la gestion des bornes-fontaines dans la cité d'Uvira, province du Sud Kivu – Congo Basin Conservation Society (République Démocratique du Congo)
- A water resource rich basin requiring capacity building by Congo Basin Network for Capacity Building (CB-HYDRONET) – Democratic Republic of Congo
- Strengthening resilience to climate change and development of Sahel communities in Cameroon through groundwater defluoridation –Dr.Fantong Wilson, Cameroon
- Caravane ECOPLUS sur l'Eau et les Inondations – Association Camerounaise pour le Développement, l'Entraide Sociale et la Protection de l'Environnement (ACDESPE) Cameroun
- L'eau pour l'agriculture, l'énergie et le développement – Southern Africa Youth Water Energy Food and Innovations (SAYWIN) République Démocratique du Congo
- Etat des lieux, réhabilitation et maintenance des cours d'eau dans la commune d'arrondissement Yaoundé 1 – Cameroun
- La jeunesse africaine en marche – Southern African youth network promoting water, food, energy, and innovation (RDC)
- Appui au processus de gestion des zones humides et eaux douce dans le cadre du projet « Leading the Change » par le Congo Basin Conservation Society

Le GWP-SAM et le GWP-CAf coorganisent un webinaire pour présenter la boîte à outils GIRE à Sao Tomé-et-Principe

Le Partenariat Régional de l'Eau en Amérique du Sud (GWP-SAM) en collaboration avec le Partenariat Régional de l'Eau en Afrique Centrale (GWP-CAf) a organisé un webinaire en portugais le 19 novembre 2020 pour présenter la boîte à outils GIRE "IWRM Toolbox" par le Global Water Partnership (GWP) en Sao Tomé-et-Principe.



Le webinaire, qui a réuni plus de quarante participants, avait pour objectif de découvrir les préférences et les demandes pour la GIRE à Sao Tomé afin **d'élaborer un cours en ligne sur la GIRE en 2021**. Il a débuté par une séance d'ouverture au cours de laquelle le Secrétaire Exécutif du GWP-CAf, **Hycinth Banseka**, a remercié le GWP SAM pour son engagement à partager les connaissances avec les partenaires du réseau en Sao Tomé-et-Principe. Il a également souligné la pertinence de ce webinaire comme première étape pour Sao Tomé vers l'identification et la documentation d'au moins deux études de cas sur la mise en œuvre de la GIRE dans le pays pour la **boîte à outils GIRE**.

Dans son discours d'ouverture, le **Directeur des Ressources en Eau** de Sao Tomé, **Chicher Diogo**, a déclaré: « *Nous sommes reconnaissants pour ce webinaire dans notre langue officielle, le portugais, qui contribuera grandement à assurer une compréhension commune de la boîte à outils GIRE et à faciliter le processus d'apprentissage et d'enseignement de la GIRE à Sao Tomé-et-Principe* ».



Les trois principaux intervenants du webinaire originaires du Brésil, **Carlos Saito**, **Gabriela Zamignan** et **Monise Terra**, ont été présentés aux participants par Alejandra Mujica, Secrétaire Exécutive du GWP-SAM. L'orateur principal, **Carlos Saito**, a présenté la boîte à outils GIRE, ses objectifs et la manière de la capitaliser en tant qu'outil d'apprentissage de la GIRE. Son intervention a été suivie par celle du **Dr Gabriela Zamignan**, qui a fait une présentation sur le thème de son doctorat « *Gestion Intégrée des Ressources en Eau : Outils, défis et lignes directrices pour construire une vision systémique de la gestion de l'eau* ». Le **Dr. Monise Terra** a fait une présentation sur « *La gestion intégrée et durable de l'eau dans les bassins fluviaux : Outils, défis et lignes directrices* ».

Carlos Saito, quant à lui, a présenté étape par étape le Manuel d'utilisation de la boîte à outils GIRE destiné aux enseignants afin d'assurer une formation efficace et efficiente des étudiants sur les questions relatives à l'eau. Une session de questions et réponses a suivi, au cours de laquelle les différents intervenants ont apporté des réponses aux questions soulevées par les participants.

À la fin du webinaire, la Présidente du Partenariat National de l'Eau de Sao Tomé, **Valdemira Tavares**, et le Président du GWP Amérique du Sud, **Leandro Díaz**, se sont relayés pour remercier l'équipe organisatrice et exprimer l'espoir que cette initiative de partage des connaissances sud-sud soit première d'une longue série à venir.

La boîte à outils de la GIRE est en cours de réaménagement. Ceci a pour but de la transformer en une plateforme dynamique où les praticiens, les décideurs politiques, les fonctionnaires, les universitaires, les étudiants et les autres acteurs du secteur de l'eau pourront apprendre et partager les connaissances en matière de GIRE et surtout se connecter les uns aux autres.



Le GWP-Cameroun (GWP-Cmr) a publié une Note Technique sur la fluorose dentaire dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun

Pour un partage d'expérience sur la fluorose dentaire dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, le Partenariat National de l'Eau du Cameroun (GWP-Cmr) a élaboré une note technique intitulée « **La Fluorose dentaire: Une menace encore méconnue de la santé publique au Cameroun** ».

Élaborée avec l'appui du GWPO et du GWP-CAf, la Note Technique porte sur cette maladie encore peu connue afin de sensibiliser le public et interpeller les décideurs et partenaires techniques et financiers sur ce problème de santé. Elle consiste également à présenter le travail effectué jusqu'à présent par le GWP-Cmr et ses partenaires (UNICEF, ACEEN, Ministère de l'Eau et de l'Energie et l'Université de Dschang), ceci afin de mettre en valeur des solutions déjà identifiées pour remédier à ce problème de santé.



LA FLUROSE DENTAIRE : UNE MENACE ENCORE MÉCONNUE SUR LA SANTÉ PUBLIQUE AU CAMEROUN



NOTE TECHNIQUE
Décembre 2020

PORTRAIT

Cette année, dans le cadre du programme des jeunes professionnels du RECOJAC et du GWP-CAf, cinq jeunes professionnels ont été recrutés - trois stagiaires en communication pour le secrétariat du GWP-CAf, PNE Congo et PNE Sao Tomé respectivement. Deux stagiaires techniques ont également été recrutés au secrétariat du GWP-CAf. A la fin de leur période de stage, GWP-CAf s'est assis avec Joseph Elisée METOGO, le stagiaire en communication pour le secrétariat de GWP-CAf et Millicent Mforsab, un stagiaire technique universitaire. Voici ce qu'ils avaient à dire sur leur expérience en tant que stagiaires.

Joseph METOGO ELISEE



En quoi ce stage vous a-t-il été bénéfique (votre parcours professionnel/éducatif) ?

Ce stage m'a permis non seulement d'approfondir mes connaissances en ce qui concerne la communication mais aussi de me frotter au monde professionnel et d'en connaître ses réalités. J'ai aussi beaucoup appris en ce qui concerne l'eau et surtout sur l'approche genre de la gestion de l'eau. Ceci m'a conduit à réorienter mon thème de mémoire qui entend traiter de l'aspect genre dans la gestion de l'eau au Cameroun.

Quel a été le moment fort de votre stage chez GWP-CAf ?

Le moment fort de ce stage pour moi reste assister à l'organisation du 14ème Comité de pilotage du GWP-CAf. J'ai beaucoup appris en matière d'organisation et de gestion d'un évènement surtout en ligne car ce CoPil était particulier, en ce sens qu'il était virtuel.

Cette organisation a-t-elle répondu à vos attentes ? Comment décririez-vous notre culture d'entreprise ?

Elle a effectivement répondu à mes attentes. Je dois avouer qu'en plus du cadre de travail, j'ai beaucoup apprécié l'esprit d'équipe de votre organisation. Le travail d'équipe est le maître mot. Les gens n'hésitent pas à s'entraider et à se serrer les coudes pour atteindre les objectifs de l'organisation.

Essayez de comparer votre connaissance de la gestion des ressources en eau en tant que jeune (et d'autres domaines d'action clés du GWP - changement climatique, coopération transfrontalière, genre, ODD) avant et après votre stage. Qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui est différent maintenant ?

Je dois avouer que je n'avais aucune connaissance en ce qui concerne l'eau et surtout s'il en existait même une gestion. Mais ce stage m'a permis d'avoir des connaissances, au point d'avoir un tout autre regard sur les questions de gestion de l'eau.

Name : **FOSAB Millicent**

Any advice for youths hoping to start a career in the Water Management Sector?

The water sector is an interesting field with many areas of specialty. They should carefully study these areas, pick an interest, and specialize. Once they identify interests, they'll discover related talents and can build a lucrative career.

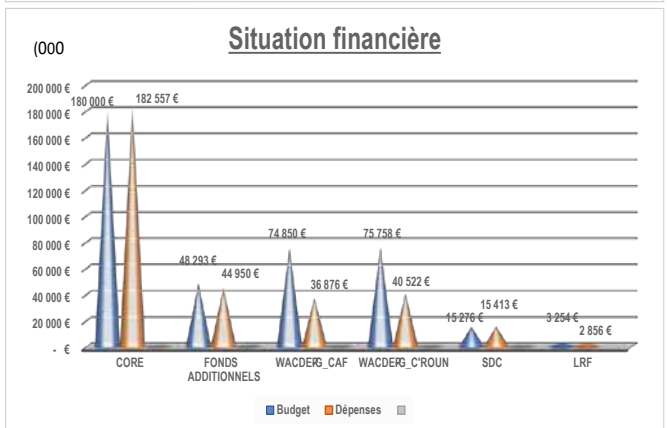
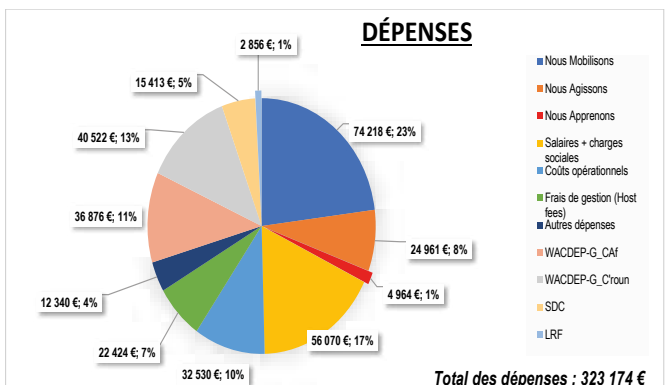
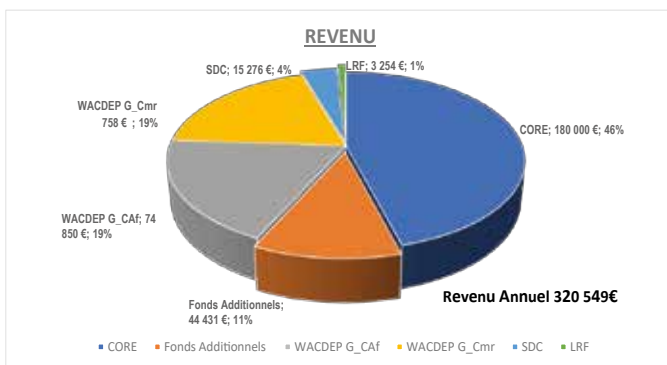
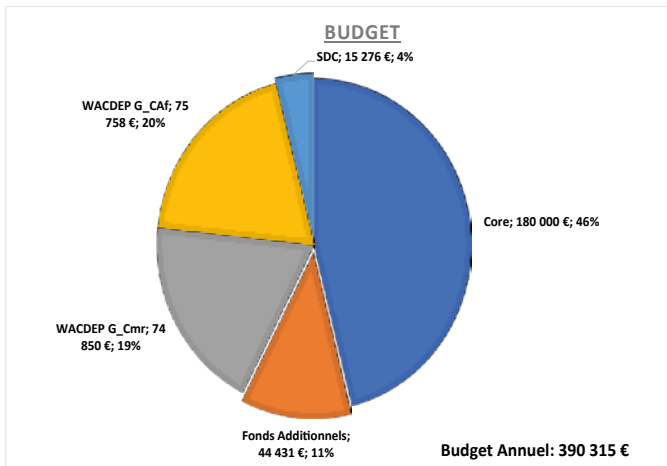
They should be willing to volunteer or be an intern in any area of the water sector. This will help broaden their knowledge about the sector and network with people within the sector (Millicent)

What is the next step in your profession, and how can we help you get there?

The way up the professional ladder is a long one and requires experience and skills. I intend to take self-development courses and short water related courses online (Millicent)



RAPPORT FINANCIER 2020



Le GWP-Caf a débuté l'année 2020 avec un budget initial de 180 000 € qui constituait environ 46 % du budget total annuel de 390 315 €. Au cours de l'année, 44 431 € de financement supplémentaire ont été mobilisés, ce qui représente 11 % du budget annuel de 224 431 € à fin 2020.

Ces fonds supplémentaires sont détaillés comme suit :

- 19 701 € ont été mobilisés dans le cadre de l'initiative StRONG du GWP, pour le renforcement institutionnel du bureau régional et des PNE ;
- 22 847 € ont été mobilisés pour les activités liées à l'ODD 6.5.1 au niveau des PNEs : Congo, RCA, STP, Tchad, Cameroun et pour le Gabon ;
- 1 886 € étaient destinés à la participation de GWP-Caf à un atelier transfrontalier.
- En avril 2020, un budget total de 165 884 € a été approuvé pour le programme WACDEP-G (Water, Climate and Development Programme for Gender) financé par le PIDA (Programme for Infrastructure Development in Africa). Ce budget est réparti comme suit : 74 850 € pour les activités au niveau régional et 75 758 € pour la mise en œuvre des activités au Cameroun. Le montant restant de 15 276 € représente le cofinancement des activités pilotes dans le cadre du programme WACDEP-G.

En termes de dépenses, un total de 323 174 € a été comptabilisé à fin décembre 2020. Les taux de dépenses selon les budgets validés pour le Core (financement supplémentaire inclus), le WACDEP-G Caf, le WACDEP-G Cmr et la DDC (Direction du Développement et de la Coopération Suisse) étaient respectivement de 99%, 49%, 53% et 101%.

Globalement, un taux de dépense totale d'environ 83% a été enregistré pour le GWP-Caf en 2020.

Remerciements

Le GWP-Caf est reconnaissant aux partenaires dont les contributions financières et techniques nous ont aidé à mettre en œuvre nos activités en 2020.



Publié en 2021 par Global Water Partnership Central Africa (GWP-Caf)

La reproduction du texte à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable du Partenariat mondial de l'eau, à condition que les citations appropriées soient faites et que le document soit utilisé de manière précise et non dans un contexte fallacieux. Les opinions exprimées dans cette publication n'impliquent pas l'approbation du GWP.



GWP Central Africa
c/o WWF Cameroon
Immeuble Panda, Rue de la Citronnelle, Bastos
PO Box 6776, Yaounde, Cameroun

☎ : +237 679 517 726

✉ : secretariat@gwpcaf.org

🌐 : www.gwpcaf.org

📘 : [Facebook.com/gwpcentralafrica/](https://www.facebook.com/gwpcentralafrica/)

🐦 : @GWP_CAF